

Association Sasakawa pour l'Afrique
et Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2016



« *Nourrir l'avenir* »



À propos de la SAA et de SAFE

L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) concentre ses activités sur quatre programmes-pays en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Cogérée à l'origine par le Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis) sous la tutelle de la SAA, Sasakawa Global 2000 a permis à l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, et ses conseillers d'élaborer, conformément aux objectifs du programme, des orientations politiques à l'intention des dirigeants nationaux. Le financement de la SAA est principalement assuré par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

Fondée en 1986 par Ryoichi Sasakawa, Norman E Borlaug et le président Carter, la SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires. L'appellation SG 2000 reste très souvent employée pour décrire les programmes de la SAA.



Parade de choix à l'occasion de la manifestation de la SAA en marge de la TICAD VI. De droite à gauche : la Commissaire de l'Union africaine, Tumusiime Rhoda Peace ; le Président de la Nippon Foundation, Yohei Sasakawa ; l'ancien Président du Bénin, Nicéphore Soglo ; le Président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina ; le Premier Ministre du Japon, Shinzo Abe ; la Présidente de SAA/SAFE, Prof. Ruth Oniang'o ; le Président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, l'Ambassadeur Kenneth Quinn ; et l'Administrateur principal de SAA/SAFE, Masaaki Miyamoto

Conseil d'administration de la SAA

(au mois de décembre 2016)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Présidente

Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire

Jiro Hanyu, Japon

Katsumi Hirano, Japon

Masaaki Miyamoto, Japon

Shuichi Ohno, Japon

Amit Roy, Inde

Nicéphore D. Soglo, Bénin

Fondateurs de la SAA

Ryoichi Sasakawa

Norman E. Borlaug

Président Jimmy Carter

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction

Masaaki Miyamoto, Japon,
Administrateur principal

Juliana Rwelamira, Tanzanie,
Directrice générale de la SAA

Deola Naibakelao, Tchad,
Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur

Bidjokazo Fofana, France,
Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole

Leonides Halos-Kim, Philippines,
Directrice thématique, Systèmes post-récolte et agro-industrie

Kebba Ngumba Sim, Gambie,
Directeur thématique, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Abou Berthe,
Directeur national – Mali

Aberra Debelo,
Directeur national – Éthiopie

Sani Miko,
Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale,
Directrice nationale – Ouganda

Antoine Aoga,
Chargé de programme régional –
Systèmes post-récolte et agro-industrie

Keffing Sissoko, Mali
Regional Program Officer PPP & Market Access

Shushan Negussie,
Responsable administrative régionale,
Éthiopie

Asnakech Sisay,
Responsable financière régionale, Éthiopie

Maki Seki,
Chargée de programme, Japon

Sayako Tokusue,
Chargée de programme, Japon

Jinri Takada,
Chargée de programme, Japon

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Afrique de l'Ouest

Assa Kanté, Mali et Burkina Faso

Jeff Mutimba, Afrique orientale et australe

Page de couverture :

Célébrations pour marquer la signature de l'accord conclu avec la Banque africaine de développement lors de la TICAD VI

Rapport de la Présidente

Trentième anniversaire, un nouveau jalon

Comme on l'a mentionné ailleurs dans ce rapport, l'année 2016 a certainement été une année majeure et mémorable dans l'histoire de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA).

Cela fait 30 ans que trois hommes remarquables, bien décidés à autonomiser les exploitants familiaux africains, se sont réunis pour faire de cette vision une réalité – améliorant ainsi les conditions de vie de millions de producteurs et conseillers agricoles – et leurs familles – à travers tout le continent. Il s'agissait bien sûr de Ryoichi Sasakawa, le philanthrope réputé et président de la Japan Shipbuilding Industry Foundation (qui allait plus tard devenir la Nippon Foundation) ; de l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter ; et de Norman E Borlaug, Prix Nobel et père de la révolution verte en Inde et au Pakistan.

De fait, ce furent Ryoichi Sasakawa, et son fils Yohei Sasakawa, qui absorbèrent les coûts de la SAA et de ses programmes au travers de la Nippon Foundation, pour finalement rayonner dans 14 pays d'Afrique. Comme on l'a remarqué, aucune ONG japonaise n'a travaillé plus longtemps en Afrique que la SAA. Par ailleurs, le soutien de la Nippon Foundation a été unique en son genre – cohérent et indéfectible pendant toutes ces années.

En parcourant les rapports nationaux et thématiques de cette publication, vous vous ferez une idée du nombre impressionnant d'agriculteurs qui bénéficient aujourd'hui des programmes de la SAA, même si celle-ci se concentre à présent sur quatre pays phares : l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda. Ce rapport donne aussi des détails sur notre organisation sœur, le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de

formation à la vulgarisation (SAFE) qui, au cours des 23 années depuis sa création, a produit 6.000 vulgarisateurs diplômés en milieu de carrière, issus de 24 universités dans neuf pays d'Afrique.

La sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD) qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya – une première sur le sol africain – a donc été l'endroit idéal pour promouvoir ces accomplissements. Notre manifestation officielle en marge de la TICAD a attiré un public nombreux et enthousiaste, venu écouter d'éminents conférenciers comme Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, l'ambassadeur Kenneth Quinn, Président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire de l'Union africaine pour l'Économie rurale et l'Agriculture, le Chef Audu Innocent Ogbeh, ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural du Nigéria et, bien sûr, Yohei Sasakawa. Nous avons aussi été honorés par la présence du Premier Ministre du Japon, Shinz Abe, qui a prononcé un discours, alors que le Président Carter avait transmis un message personnel qui fut lu à l'assemblée.

Un temps fort de la conférence a été la signature d'un mémorandum d'accord entre la SAA et la Banque africaine de développement, en présence de M. Sasakawa et de M. Adesina. Notre relation portera sûrement ses fruits dans les années à venir.

Cette année décisive de notre histoire a également vu l'achèvement du plan stratégique 2012-16 et l'analyse des résultats. Il a été rassurant de constater que nous étions



Signature de l'accord en présence de Yohei Sasakawa et Akinwumi Adesina

Rapport de la Présidente

Tendre la main aux agriculteurs



Prof. Ruth Oniang'o, Présidente de la SAA/SAFE, s'entretient avec un jeune agriculteur lors de l'une de ses visites régulières en Éthiopie

plus ou moins sur la bonne voie et que les objectifs fixés avaient été atteints.

À présent, nous devons donc faire face aux défis des 30 prochaines années avec un nouveau Plan stratégique (2017-2021) à mettre en œuvre. Mais notre vision demeure – « une Afrique rurale où la sécurité alimentaire s'améliore et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères ».

Nous partageons aussi l'opinion du Président Adesina, à l'occasion de notre manifestation de Nairobi, lorsqu'il déclarait : « il est inacceptable que l'Afrique ne soit pas capable de se nourrir. Elle a des terres arables abondantes, une main-d'œuvre bon marché, beaucoup d'eau et beaucoup de soleil. Pourtant, le continent consacre 55 milliards de dollars chaque année à importer des aliments – des aliments qu'il peut et devrait produire ».

Nous sommes de plus en plus convaincus que les exploitants familiaux d'Afrique jouent leur rôle – et nous continuerons de travailler avec eux.

Pour conclure, j'aimerais remercier ma Directrice générale, Juliana Rwelamira, pour son travail dévoué – et toute son équipe de directeurs nationaux et thématiques ainsi que leur personnel. Je me dois aussi de mentionner Leony Halos-Kim, Directrice de notre thématique 2, qui a tenu un stand qu'elle a superbement géré au nom de SAA/SAFE dans le cadre de notre présence à la TICAD VI. J'applaudis les accomplissements de SAFE, sous la houlette de Deola Naibakelao. Enfin, j'adresse mes vifs remerciements à l'équipe de Tokyo, dirigée par l'Administrateur principal, Aki Miyamoto, pour son précieux soutien.

Prof. Ruth Oniang'o est diplômée kényane de l'Université de l'État de Washington à Pullman et de l'Université de Nairobi. Elle a enseigné dans des universités kényanes et est professeure associée à la Tufts University dans le Massachusetts. Elle a été le fer de lance de la politique du Kenya en matière d'alimentation et de nutrition qu'elle a menée à bien ; elle a facilité la mise en place de services de nutrition en Afrique et a donné plus de poids à ces questions sur la scène internationale. Elle a siégé au parlement kényan ; créé Rural Outreach Africa au service des petites agricultrices et fondé l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development pour mettre en exergue les enjeux africains. Elle est Présidente du conseil de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, reprenant vaillamment le flambeau de leur cofondateur, feu Norman Borlaug, qui fut Président de la SAA et de SAFE.

En 2014, le prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par l'International Food and Agribusiness Management Association (IFAMA) et elle est vice-présidente du Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR). Elle a récemment été invitée à rejoindre le Conseil du Centre for Agriculture and Biosciences International (CABI), dont le siège se trouve près de Wallingford dans le comté d'Oxford au Royaume-Uni.



Hon Professor Ruth K Oniang'o
Présidente de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, prononçant un discours à Nairobi, Kenya

Sasakawa pour l'Afrique trente ans après



L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) a été fondée par le philanthrope japonais Ryoichi Sasakawa, le Prix Nobel de la paix Norman Borlaug et l'ancien Président des États-Unis Jimmy Carter en réaction à la famine de 1984 qui avait dévasté la Corne de l'Afrique et fait un million de victimes. Mais leur réponse conjointe à la crise a été tout à fait inédite.

Ils ont argué que l'aide alimentaire n'était pas une solution durable pour les millions d'exploitants familiaux d'Afrique. La méthode traditionnelle de culture sur brûlis ne l'était pas non plus. Il était de loin préférable de mettre la bonne technologie, appuyée par de bonnes pratiques culturales, entre les mains des producteurs – pour ensuite veiller à ce que les agriculteurs sachent comment les utiliser et deviennent les maîtres de leur destin, enfin libérés du fardeau d'une pauvreté extrême. Au cours des décennies suivantes, la SAA et le programme Global 2000 du Carter Center ont formé un partenariat appelé Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) qui a géré des projets nationaux dans 14 États africains. Sous la houlette de l'infatigable Norman Borlaug, SG 2000 a démontré sur des champs de producteurs que l'Afrique disposait des technologies agricoles pour doubler, voire tripler, les rendements et que les agriculteurs étaient désireux, capables et impatients d'intensifier leur production. SG 2000 a travaillé avec des dizaines de milliers de vulgarisateurs en première



Norman Borlaug au travail au Mexique, où il a été le précurseur de techniques qu'il a ensuite exportées sur le continent noir grâce à l'Association Sasakawa pour l'Afrique

ligne et plusieurs millions d'agriculteurs à travers l'Afrique afin de tester sur les champs des paysans des technologies à plus haut rendement pour le maïs, le blé, le riz, les légumineuses à grains et les racines et tubercules, mises au point par des organisations nationales de recherches africaines, en collaboration avec les centres internationaux de recherche agricole.

Un rôle catalytique

SG 2000 a joué le rôle de catalyseur, en collaborant surtout avec les ministères nationaux de l'Agriculture à la mise en place de programmes dynamiques de démonstration sur le terrain.

La Nippon Foundation, une organisation humanitaire privée, dirigée jusqu'à sa mort par Ryoichi Sasakawa, s'est chargée de couvrir les coûts du programme. Mais le fils du mécène, Yohei, a également été présent dès les premiers jours. Il est devenu Président de la Nippon Foundation en 2005, après avoir occupé les fonctions d'administrateur depuis 1981 puis d'administrateur en chef à partir de 1989. Au fil des 30 ans d'existence de la SAA, il est estimé que la Nippon Foundation a consacré plus de 300 millions de dollars au programme, ce qui constitue peut-être un soutien inégalé par une ONG donatrice pour un projet de développement sur tant d'années.

Le président charismatique de la SAA, Norman Borlaug, a prononcé son dernier discours sur le sol africain à Bamako en 2006, à l'occasion du 20^e anniversaire de la SAA. Conscient de la promesse que représentaient les terres arables africaines et du dur labeur des communautés agricoles, il ne manquait pas de dire : « il nous faut des résultats : le potentiel, ça ne se mange pas. ». Même avant sa mort en 2009, des projets ont été montés pour relever les nouveaux défis posés par l'agriculture africaine – et réinventer, revitaliser et redynamiser l'organisation. La SAA se concentrait désormais sur quatre pays phares : l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda, dans le but d'intensifier les opérations afin d'obtenir des résultats tangibles au lieu de se contenter d'un saupoudrage des ressources. Un nouvel accent a été mis sur les agricultrices et les agriculteurs pauvres en ressources ainsi que sur la valorisation de la chaîne de valeurs agricole, depuis la production jusqu'aux marchés et à la consommation.

Pour diriger ce nouvel âge, la SAA a désigné une Kenyane, Professeure Ruth Oniang'o, qui se targue d'une éminente carrière comme universitaire, scientifique et nutritionniste. Aux côtés de la Directrice générale Juliana Rwelamira, elle défend ardemment les agricultrices et les programmes agro-industriels couronnés de succès que gère désormais la SAA à travers ses pays phares. Les efforts de la SAA pour soutenir les services publics de vulgarisation ont été immensément renforcés par le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE), organisation sœur de la SAA, elle aussi présidée par Ruth Oniang'o, et dont le Directeur général, Deola Naibakelao, est aux commandes depuis plus de 23 ans. SAFE incite les vulgarisateurs en milieu de carrière à acquérir des qualifications académiques afin de faire avancer leur

Sasakawa pour l'Afrique trente ans après

parcours professionnel. Ces qualifications sont obtenues dans le cadre de cycles de licence auprès d'un réseau d'universités et de grandes écoles africaines participantes. Depuis ses débuts à l'université de Cape Coast en 1993, le programme a conquis 24 universités et grandes écoles dans neuf pays d'Afrique. Près de 6.000 étudiants SAFE soit sont diplômés soit prennent part au programme ; c'est donc une opération remarquable de renforcement des capacités en matière de vulgarisation.

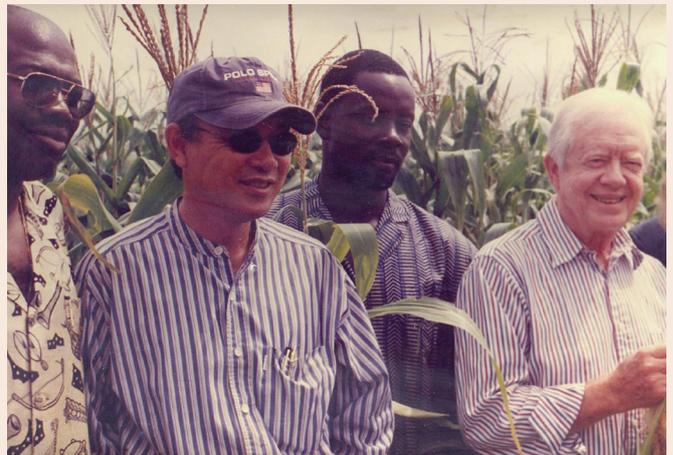
Un jalon désormais atteint

Pour la SAA, un jalon est désormais atteint avec la réalisation de son plan stratégique de 2012 à 2016 – dont l'architecte était feu Chris Dowsell, en collaboration avec l'équipe de direction de la SAA. La cible de 100.000 exploitants familiaux dans chacun des quatre pays a été atteinte – ce qui va contribuer à transformer le paysage de l'agriculture familiale dans ces pays. La SAA est une organisation qui a bien changé depuis ces premières années – elle arbore désormais une personnalité totalement africaine, elle est sensible au genre dans ses politiques et dans son effectif et elle est plus précise et plus responsable dans le suivi et l'évaluation de ses résultats. Elle a aussi forgé des relations de travail étroites avec de nombreux partenaires pour soutenir l'essor et l'approfondissement de ses activités. Elle bénéficie d'une solide équipe à Tokyo.

Dès le départ, Norman Borlaug a travaillé dans les champs des agriculteurs – et cela a toujours été la philosophie de la SAA. À mesure qu'elle avance dans le temps, la SAA peut s'appuyer sur le legs de ses fondateurs – et sur l'espoir et la dignité qu'ils ont apportés aux exploitants familiaux d'Afrique dans leur détermination à échapper à la faim et la pauvreté.



Le Président Jimmy Carter, Norman E. Borlaug et Yohei Sasakawa dans les débuts de la SAA



Yohei Sasakawa en compagnie du Président Jimmy Carter. En 1991, le Conseil d'administration de la Nippon Foundation, sous la direction de Yohei Sasakawa, a décidé de prolonger les activités de la SAA pour cinq années de plus, en précisant que l'organisation devait aussi réfléchir au-delà de cette période



Le Président Jimmy Carter (à droite) et Jean Freymond, Directeur de CASIN (à gauche), lors de l'atelier CASIN/Sasakawa Global 2000 organisé à Accra, au Ghana, en août 1989. Jean Freymond occupe les fonctions de secrétaire du Conseil depuis la création de la SAA en 1986



Norman Borlaug avec un agriculteur de Blantyre au Malawi en mars 2000

Rapport de gestion 2016 de la Directrice générale de la SAA

2016 a été une année capitale pour la SAA, avec l'achèvement de notre Plan stratégique (2012-2016). Tout au long de l'année, l'équipe de la SAA a travaillé sans relâche pour atteindre les cibles fixées dans le Plan. Les détails de la mise en œuvre du programme et de nos accomplissements sont fournis dans chacun des cinq rapports thématiques et des quatre rapports nationaux.

Activités

Outre les activités prévues par la Nippon Foundation, des projets annexes ont été mis en œuvre dans chacun des pays phares, à l'exception du Mali. Outre les activités prévues par la Nippon Foundation, des projets phares ont été mis en œuvre dans chacun des pays phares, à l'exception du Mali. L'Éthiopie a déployé quatre projets phares supplémentaires, alors que cinq autres ont été lancés au Nigéria et trois en Ouganda. Le lecteur trouvera le compte rendu complet de ces projets supplémentaires dans les rapports nationaux pertinents.

Plusieurs manifestations importantes ayant une incidence sur le programme ont également eu lieu en 2016, dont deux qui ont conforté la position de la SAA sur la scène mondiale :

1. la participation de SAA/SAFE à la TICAD VI à Nairobi, Kenya et l'organisation d'une manifestation officielle en marge de la conférence pour célébrer le 30^e anniversaire de nos travaux avec les exploitants familiaux africains.
1. la participation de SAA/SAFE au Prix mondial de l'alimentation (PMA), qui s'est déroulé à Des Moines, dans l'Iowa aux États-Unis, où une autre manifestation annexe a été organisée pour célébrer le 30^e anniversaire de la SAA. Cette rencontre a été facilitée par l'Ambassadeur Kenneth Quinn, Président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation.

Les deux manifestations ont accueilli la Présidente du Conseil de la SAA et de SAFE, Prof. Hon. Oniang'o, l'Administrateur principal, Masaaki Miyamoto, deux membres du Conseil d'administration et des cadres supérieurs de SAA/SAFE, et elles ont connu un franc succès.

Au niveau interne, la SAA a organisé une retraite afin de réunir la direction et le personnel pour examiner les programmes, promouvoir la collaboration inter-thématique et résoudre les questions en rapport avec la gestion des ressources humaines. La réunion s'est déroulée à Adama en Éthiopie, durant la semaine du 15 au 21 mai 2016. L'encadrement supérieur a saisi cette occasion pour aborder des questions ayant trait à la fin du Plan stratégique 2012-2016 de la SAA et pour envisager l'élaboration du nouveau (2017-2021).

Conditions climatiques

Les conditions climatiques en 2016 ont été irrégulières avec des vagues successives de sécheresse et d'inondations. Cela a gravement nui à l'établissement et la performance des plateformes d'apprentissage agricoles (PAA) par la thématique d'Amélioration de la productivité agricole (APA) dans certains pays phares, avec un effet boule de neige ultérieur sur les travaux des autres thématiques.

En Éthiopie, les précipitations dans la Région des peuples du Sud (SNNP) ont été très fortes et ont entraîné des inondations dans de nombreux woredas. De ce fait, environ 154 parcelles de démonstration ont été détruites, avec des dégâts notifiés

La vision, la mission et les buts stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique rurale où la sécurité alimentaire est meilleure et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères.

Mission de la SAA

Transformer les services consultatifs africains de vulgarisation dans les pays partenaires pour faire en sorte qu'ils garantissent une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et une participation plus rentable aux activités commerciales le long de la chaîne de valeurs, tout en respectant les ressources naturelles.

Buts stratégiques de la SAA

1. Établir des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources et celles qui ont de faibles niveaux de performances techniques, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.
2. Permettre aux petits exploitants de capturer une plus grosse proportion des avantages économiques inhérents aux chaînes de valeurs des denrées agricoles.
3. Créer des partenariats public-privé qui soutiennent financièrement la prestation de services de vulgarisation pour un développement agricole optimisé des petits exploitants et qui renforcent l'accès à un marché rentable.
4. Consolider les systèmes de vulgarisation agricole par le renforcement des capacités des professionnels de la vulgarisation et des petits exploitants afin d'accélérer la productivité agricole et de créditer davantage de chaînes de valeurs compétitives.
5. Établir des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un changement des technologies et des approches, améliorent l'efficacité et les impacts et communiquent des leçons et des bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur la preuve.

compris entre 5 et 100 pour cent. Malgré ces caprices climatiques, à l'exception des projets de mise à l'échelle de l'utilisation d'engrais au potassium (KCL) en Éthiopie, la plupart des PAA ont été couronnées de succès. Au Mali, la saison des pluies a démarré plus tard que de coutume, retardant ainsi l'établissement des PAA. De même, au Nigéria, les pluies ont fait une apparition tardive et il y a eu plusieurs épisodes de grave sécheresse dans les États de Kano, Jigawa et Gombe, qui ont entravé l'établissement des PAA, y compris un retard dans les opérations de désherbage et d'application d'engrais, une piètre germination et un faible peuplement de certaines parcelles de démonstration. En Ouganda, les régimes de précipitations ont été réguliers dans la majeure partie du pays et ont favorisé l'établissement des plants, mais les basses terres ont été affectées par des inondations qui ont provoqué des problèmes de germination et un établissement médiocre

des cultures. Du mois de mai à la mi-juin, des périodes sèches ont affecté la croissance des plants, notamment dans les districts de Jinja et Mityana, tant et si bien que la majorité des producteurs de ces régions ont connu une récolte déficitaire.

Tendances générales agricoles et économiques

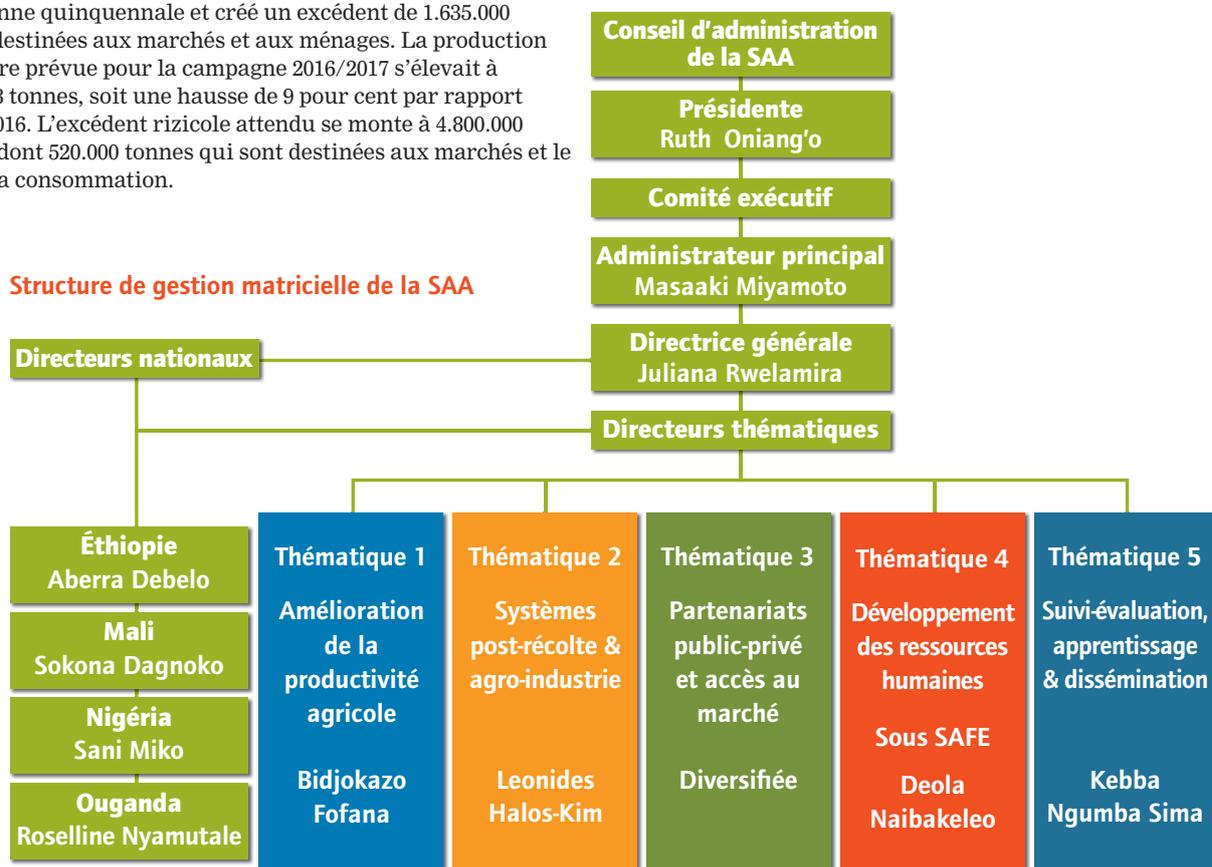
Les quatre pays phares de la SAA – l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda – ont dans l'ensemble enregistré de bonnes performances agricoles en 2016 et tout au long du Plan stratégique. Les pays africains ont œuvré d'arrache-pied pour honorer les engagements pris dans leur PDDAA et la Déclaration de Malabo promettant un financement sans précédent de l'agriculture. On a observé un solide engagement des pouvoirs publics impliquant les bailleurs de fonds, les ONG et le secteur privé. Les économies agricoles affichent une croissance d'environ 4 à 10 pour cent par an, à l'instar de l'Éthiopie qui connaît une croissance économique générale de 10,6 pour cent, supérieure à son essor démographique, mais encore bien loin d'atteindre une sécurité alimentaire totale et l'éradication de la pauvreté. La nutrition reste le principal facteur de risque en Éthiopie, avec 33,1 pour cent de la population en situation de sous-nutrition alors que 41 pour cent des habitants souffrent d'un retard de croissance ; la situation est encore exacerbée par les prix des denrées de base qui ne cessent de grimper.

Le développement économique du Mali a été relativement positif, avec un taux de croissance de plus de 5 pour cent en 2014 et 2015. En 2016, la sécurité alimentaire, mesurée en fonction du niveau d'aliments disponibles au Mali, a été supérieure à la moyenne en raison d'une production agricole favorable en 2015/2016, qui a fait 25 pour cent de plus que la moyenne quinquennale et créé un excédent de 1.635.000 tonnes destinées aux marchés et aux ménages. La production céréalière prévue pour la campagne 2016/2017 s'élevait à 8.798.408 tonnes, soit une hausse de 9 pour cent par rapport à 2015-2016. L'excédent rizicole attendu se monte à 4.800.000 tonnes, dont 520.000 tonnes qui sont destinées aux marchés et le reste à la consommation.

Les riches nappes de pétrole du Nigéria n'ont pas mis les Nigériens à l'abri de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté – notamment du fait de l'effondrement spectaculaire des prix du pétrole. Le secteur agricole essentiellement vivrier n'a pas tenu tête au rapide essor démographique et le Nigéria, jadis exportateur net de produits alimentaires, importe désormais une grosse partie de ses besoins en denrées. Parmi les éternels défis à relever figurent l'insécurité due à Boko Haram ; la corruption ; une piètre compétitivité ; l'instabilité fiscale ; la persistance des inégalités ; et les impacts des changements climatiques – autant d'éléments qui contribuent au marasme économique ambiant. Nonobstant ce qui précède, certaines impressions sur notre Programme SG 2000 ont été enregistrées parmi les principales parties prenantes, notamment : « SG 2000 a permis d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs grâce à de meilleures technologies de production et de transformation ; SG 2000 est une institution qui offre aux agriculteurs et aux conseillers agricoles la formation requise en vulgarisation tout au long de l'agriculture à chaîne de valeurs ; une institution qui propose le renforcement des capacités requises et des formations en vulgarisation aux agriculteurs et aux conseillers agricoles sur la chaîne de valeurs agricole ; en outre, elle dispose d'un solide programme de partenariat pour la fourniture de services de vulgarisation ».

Il subsiste encore des défis importants en Ouganda ; on rapporte que 63 pour cent de la population connaît une insécurité alimentaire et 31 pour cent des habitants vivent dans la pauvreté. Si l'Ouganda connaît l'un des taux les plus élevés d'amenuisement des nutriments du sol au monde, son taux annuel d'application d'engrais inorganiques n'est que de

Structure de gestion matricielle de la SAA





Juliana Rwelamira vérifie des céréales stockées depuis plus de six mois lors d'une journée champêtre sur les sacs PICS dans la région du Tigré en Éthiopie

1,8 kg par hectare. Grâce à SG 2000 Ouganda, les agriculteurs qui ont bénéficié de notre programme ont une perception du programme SG 2000 semblable à celle du Nigéria.

Évaluation du Plan stratégique 2012-2016 de la SAA et élaboration de son nouveau Plan stratégique 2017-2021

L'analyse du Plan stratégique clôturé ainsi que l'élaboration du nouveau plan devant démarrer en 2017 et sa teneur détaillée sont abordées in fine dans la section Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D) de ce rapport. En bref, le programme de la SAA a fait de grands progrès vers la réalisation de ses objectifs de renforcement de la fourniture de services de vulgarisation, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les quatre pays phares. Les conclusions générales de l'évaluation extérieure montrent que les domaines thématiques de la SAA et les objectifs associés sont alignés sur les priorités nationales et répondent aux besoins et problèmes de la communauté.

Les conclusions et recommandations de l'évaluation externe ont été prises en compte durant l'élaboration du nouveau Plan stratégique 2017-2021 de la SAA. Nombre de nos objectifs stratégiques clés restent inchangés, mais ils mettent un accent renouvelé sur le changement climatique, les personnes ayant des besoins particuliers, les femmes et les jeunes. Tout au long de la période de mise en œuvre du nouveau Plan stratégique 2017-2021, en ma qualité de Directrice générale de

la SAA, j'ai l'intention de consacrer beaucoup de temps à la mise en œuvre adéquate des objectifs organisationnels, qui sont principalement axés sur la mise en avant de la SAA et l'amélioration de sa visibilité ainsi que sur la diversification des sources de financement pour nourrir et élargir le programme. Je vais aussi travailler sans relâche pour fidéliser un personnel efficace et motivé avec un niveau minimum de mouvements du personnel. Enfin, et surtout, la SAA continuera d'appliquer une gestion financière efficace avec des systèmes de contrôle en place pour atteindre efficacité, efficacité et redevabilité.



Juliana Rwelamira,
Directrice générale de la SAA

THÉMATIQUE 1

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE (APA)

1. Stratégie en matière d'interventions technologiques

L'objectif d'ensemble de la thématique APA est d'accroître la productivité agricole tout en renforçant les capacités et les compétences des exploitants familiaux et des systèmes nationaux de vulgarisation. La stratégie d'intervention technologique de l'APA consiste à établir de simples plateformes d'apprentissage agricole (PAA) pour illustrer des technologies modulables, rentables et capables de doper la productivité. Les principaux groupes cibles sont les femmes pauvres en ressources et les agriculteurs vulnérables qui vivent dans des zones agro-écologiques fragiles, exposées et/ou en butte à la sécheresse. Les PAA impliquent la mise en place de démonstrations diverses, notamment des parcelles à options technologiques (TOP), des démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD), des parcelles d'essai de production (PTP), des parcelles de variétés communautaires (CVP) et des parcelles de multiplication de semences (SMP). Le concept de PAA s'articule autour de quatre piliers, à savoir : (i) une consultation participative des communautés et une évaluation des besoins ; (ii) des réunions de restitution avec les exploitants familiaux et les conseillers agricoles participants par souci d'inclusion dans le partage de connaissances et la prise de décisions ; (iii) l'amélioration des connaissances et le renforcement des capacités des conseillers agricoles et des groupements de producteurs par le biais de démonstrations de technologies de dépistage des anomalies ; et (iv) une diffusion participative préalable des technologies capables d'accroître la productivité.

En 2016, la thématique APA a réussi à consolider son portefeuille de projets annexes aux projets de base. En Éthiopie, le projet de Maïs nutritif pour l'Éthiopie (NuME) a été prolongé jusqu'à la fin de 2018 et le projet de Popularisation à grande échelle de l'utilisation d'engrais au potassium (K) jusqu'à la fin de 2017. En Ouganda, un nouveau projet sur deux ans (Projet de développement des huiles végétales) a été inauguré et le projet aBi-Trust ou Projet de fonds d'affectation spéciale pour les initiatives agroalimentaires a été prolongé jusqu'à la fin de 2018. Au Nigéria, l'ACAI (ou Initiative agronomique sur le manioc africain), un projet sur cinq ans financé par la FBMG, est en cours de mise en œuvre en étroite collaboration avec l'Institut international d'Agriculture tropicale (IITA). Le principal objectif du projet est de valider et de diffuser des recommandations spécifiques aux sites en matière d'application d'engrais pour accroître la production de manioc au Nigéria.



Les membres d'un groupe écoutent les conseils sur la bonne gestion des adventices durant une visite de suivi d'une parcelle de démonstration de maïs dans le district de Gulu, en Ouganda

2. Plateformes d'apprentissage agricole : contraintes, réalisations et succès

2.1 Les accomplissements à ce jour

Malgré les caprices climatiques enregistrés en 2016, la plupart des PAA ont pu être réalisées sans revers notables et les résultats escomptés ont été atteints (Tableau 1). Globalement, les rendements moyens des cultures prioritaires bénéficiant des offres technologiques complètes ont été sensiblement plus élevés que les démonstrations par des femmes (WAD), les pratiques agricoles conventionnelles et les moyennes nationales. Les rendements moyens des cultures prioritaires ont dépassé les moyennes nationales et ceux obtenus avec les pratiques culturelles traditionnelles.

Les PAA ont été utilisées pour donner un appui technique en fonction des besoins aux principaux vulgarisateurs et producteurs partenaires dans des technologies de production agricole pertinentes. Des CVP et des SMP ont été mises en œuvre dans des communautés reculées où les agriculteurs hôtes sont pénalisés par la mauvaise qualité des semences. Environ 109 hectares de SMP ont servi à illustrer les performances de variétés de semences à haut rendement et tolérantes à la sécheresse. Par ailleurs, différentes technologies climato-intelligentes et fondées sur les besoins ont été démontrées (prégermination, agriculture de conservation) avec un accent primordial mis sur les régions en butte et/ou touchées par la sécheresse et des technologies qui émettent moins de carbone et d'azote comme le microdosage (millet) et le placement profond de l'engrais (riz irrigué).

2.2 Succès notables enregistrés

1. Les producteurs des zones marginales du désert ont témoigné de la supériorité des technologies climato-intelligentes (prégermination, microdosage) conjuguées à l'utilisation de matériel à petite échelle pour les semis en lignes et la localisation de l'engrais
2. La multiplication communautaire des semences a sensiblement augmenté la production de semences de qualité, sensibilisé les producteurs aux avantages qu'elles présentent et stimulé la demande de semences de qualité pour des variétés améliorées à haut rendement
3. Des modèles de vulgarisation efficaces et novateurs ont été utilisés avec succès pour mettre en œuvre des schémas de formation en cascade sur les bonnes pratiques agronomiques

2.3 Facteurs contraignants qui reviennent sans cesse contre l'amélioration de la productivité agricole dans les PAA

1. De mauvaises performances de récolte et/ou un échec du fait des sécheresses et des périodes de stress hydrique, des températures élevées, des inondations et des infestations de fléaux et de ravageurs
2. La pénibilité associée à des techniques qui gagnent du temps et économisent l'engrais et les semences
3. Une piètre interaction entre les travaux de vulgarisation et de recherche de la SAA et l'identification et la contractualisation de technologies propices à la productivité fondées sur les sciences
4. Des taux de rotation élevés et un manque de fiabilité des services de vulgarisation partenaires



5. Interface médiocre des producteurs avec des marchés durables d'intrants et de produits et un accès limité des agriculteurs à des intrants de qualité et à du petit matériel

3. Points d'action stratégique futurs pour réduire les facteurs qui freinent la productivité agricole

3.1 Renforcer la résilience des exploitants familiaux aux changements climatiques

Les aléas climatiques offrent aux exploitants familiaux l'occasion d'adopter des technologies de production qui renforcent la résilience. La Thématique 1 va donc intégrer le changement climatique et l'acquisition de savoir associée dans sa stratégie future d'intervention technologique. Le renforcement des capacités humaines en matière de changement climatique sera intensifié, au moyen de conseillers agricoles autochtones pour lancer des modèles généralisés de vulgarisation communautaire permettant d'assurer des formations en cascade durables et rentables.

3.2 Intensifier la multiplication communautaire des semences

Les initiatives communautaires de multiplication des semences (CSM) ont sensiblement augmenté la production, la demande et l'utilisation de semences de qualité dans les communautés agricoles hôtes. La thématique 1 va élargir la CSM afin d'améliorer l'accès des exploitants familiaux aux semences de qualité de variétés améliorées.

3.3 Appui au petit outillage et aux technologies pour améliorer les récoltes et la productivité de la main-d'œuvre

Afin de réduire la pénibilité et l'intensité de main-d'œuvre associées à la promotion de technologies de production climato-intelligentes et orientées sur le marché, la thématique 1 va introduire des petits outillages pour les semis en lignes et la localisation/le placement en profondeur de l'engrais. Par ailleurs, la promotion de technologies propices à l'accroissement de la productivité dans les zones en butte à la sécheresse nécessitera la démonstration de techniques d'irrigation et de collecte des eaux de pluies rentables et à petite échelle.

3.4 Création de partenariats stratégiques avec des centres de recherches et de vulgarisation

La Thématique 1 va nouer des liens à long terme avec des centres nationaux et internationaux de recherche et de vulgarisation et avec les parties prenantes du secteur privé afin de populariser les technologies de production les plus prometteuses. Le but est de relever de manière efficace les nouveaux défis agricoles et de s'attaquer aux questions émergentes avec les exploitants familiaux au sein des PAA tout en identifiant ou en créant des opportunités de marché à leur intention.

Tableau 1 : Résumé des activités des PAA, produits vs réalisations en 2016 pour tous les projets (Projets de la Nippon Foundation et projets annexes)

ACTIVITES							
Renforcement des capacités	Total prévu	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total atteint	Total réalisé (%)
Formation et renforcement des capacités							
1. Nbre de formations	209	201	4	20	14	239	100+
2. Nbre de participants	102.767	24.965	4.814	67.158	2.169	99.106	96
2.1 Vulgarisateurs	4.642	4.539	87	663	269	5.558	100+
2.2 Agriculteurs (Total)	97.975	20.280	4.814	66.600	1.900	93.594	96
* Hommes	70.449	18.660	2.298	19.911	1.122	41.991	60
* Femmes	26.081	1.620	2.516	46.689	778	51.603	100+
2.3 autres	150	146	0	-	0	146	97
Journées champêtres							
1. Nbre de journées champêtres	331	235	120	34	10	399	100+
2. Nbre de vulgarisateurs	2.150	2.852	87	275	0	3.214	100+
3. Nbre d'agriculteurs	73.704	93.566	8.733	3.492	1.727	107.518	100+
* Hommes	56.789	74.836	5.290	2.641	742	83.509	100+
* Femmes	16.589	18.722	3.443	525	885	23.575	100+
4. Autres	330	718	0	-	0	718	100+
Plateformes d'apprentissage agricole (PAA) – Nbre de parcelles de démonstration							
TOP	436	90	120	90	136	436	100
WAD	1.308	270	360	270	408	1.308	100
CVP	142	30	50	25	32	137	96
SMP	130	30	50	18	32	130	100
PTP	10.740	1.350	5.870	1.185	2.040	10.445	97
Démos	18.867	18.398	10	129	346	18.883	100
Parcelles de validation	283	0	0	283	-	283	100
Autres	107	23	12	65	-	100	93

THÉMATIQUE 2

Vulgarisation des systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

La fin du Plan stratégique 2012-2016 a engendré beaucoup d'expériences d'apprentissage dans notre promotion de la thématique PRAI en collaboration avec des agences partenaires. Les activités de suivi ont fait ressortir un certain niveau d'adoption des technologies par les agriculteurs et les transformateurs mais ce chiffre doit être vérifié et l'impact sur le développement agricole global de chaque pays devrait être évalué.

Il subsiste des défis, notamment un manque général de sensibilisation aux techniques nouvelles et améliorées, de piètres technologies pour une meilleure manutention et transformation post-récolte et des pertes dues aux insectes pendant le stockage.

En 2016, l'équipe a organisé une évaluation des pertes post-récolte pour le riz au Nigéria afin de rassembler des données qui serviront de base à la mesure des résultats sur la réduction des pertes et pour vérifier l'utilité des techniques de mesures sur le terrain mises au point en Ouganda. Pour les exploitants familiaux, les pertes de riz dues à la manutention post-récolte dans les rizières sont inférieures à 10 %, la ventilation des pertes imputables à la moisson, au battage et au vannage/nettoyage étant respectivement placée à 4,45 %, 1,40 % et 0,49 %. Les exploitants familiaux tendent à se montrer plus soigneux dans la manutention de leurs produits. Toutefois, les pertes qualitatives et quantitatives lors du stockage sont supérieures à 20 % en raison des dommages par les insectes et les prédateurs, ce qui incite les producteurs à vendre leurs produits aussitôt après la moisson.

L'acquisition de technologies grâce au partage d'expériences a facilité la sélection des techniques appropriées en fonction des circonstances. L'adaptation des technologies découlait du besoin de batteuses de soja et d'éleveuses de riz performantes au Nigéria ; de décortiqueuses de niébé et de batteuses de sorgho et de millet au Mali ; ainsi que de nettoyeuses de grains et de moissonneuses de riz en Ouganda. La SAA a travaillé avec des agences de développement et des fabricants pour adapter les technologies aux exigences des producteurs. Des prototypes d'engins modifiés ont été développés et testés et seront évalués avec les agriculteurs en 2017 pour obtenir leur retour concernant leur utilité et leur performance.

Qualité et innocuité des aliments

Les équipes se sont penchées sur la qualité et l'innocuité des aliments en considérant la formulation d'aliments nutritifs (comme le maïs à forte teneur en protéines (QPM) en Éthiopie) et le potentiel de développement d'entreprises agro-industrielles, notamment par des transformatrices en Ouganda. Le Nigéria a également travaillé avec des transformateurs dans l'État de Gombe et il a mis au point un traitement amélioré du condiment local, le dawadawa, élaboré à partir de caroubes. Le condiment contient 10 à 21 % de protéines, 8 à 12 % de fibres et 2 à 11 % de glucides. Les priorités visent à rendre le processus plus hygiénique, à réduire la pénibilité de la transformation et à créer une entreprise commerciale pour les femmes dans le nord du Nigéria. D'autres transformatrices des régions voisines ont également été formées au nouveau processus.

Le niveau de contamination à l'aflatoxine dans les produits alimentaires est une source de préoccupation dans la région

mais beaucoup d'exploitants familiaux l'ignorent. La SAA a formé du personnel de vulgarisation et des agriculteurs à la manière de détecter la présence de la mycotoxine dans le maïs, les arachides et d'autres produits et elle a expliqué les causes et les méthodes de prévention de la contamination à l'aflatoxine. La campagne de sensibilisation a débouché sur l'adoption de meilleures techniques post-récolte et de stockage. Les agriculteurs, au même titre que le personnel de vulgarisation, sont plus rigoureux dans la manutention de leurs produits et dans la gestion des récoltes stockées.

La démonstration d'installations de stockage hermétiques, notamment les sacs PICS en Éthiopie, a favorisé leur adoption rapide car ils protègent des insectes et éliminent le recours à des produits chimiques toxiques lors du stockage. Les équipes nationales, en collaboration avec les membres de la thématique PRAI de la SAA, ont travaillé avec des fournisseurs pour veiller à satisfaire la demande dans les zones rurales et, de ce fait, la technologie a été largement adoptée en un laps de temps très court. La SAA renforce ses efforts pour travailler avec les agences gouvernementales, les ONG et le secteur privé en vue de mettre en relation les producteurs et les fournisseurs de technologies dans les pays phares de la SAA.

Croissance des entreprises agro-industrielles

Si nous avons réussi à promouvoir les entreprises agro-industrielles, notamment auprès des femmes, leur viabilité demeure un problème complexe ; l'échelle reste modeste et dépendante de sources extérieures en raison d'un manque de fonds opérationnels, d'une faible mise en œuvre de la normalisation des produits, d'un manque de marchés fiables et d'incitations à encourager la transformation de produits de qualité, et des compétences entrepreneuriales insuffisantes chez les transformateurs. La SAA continuera de former les transformateurs pour leur inculquer des compétences techniques et entrepreneuriales et pour renforcer leurs interactions avec le marché. L'alphabetisation des transformatrices a renforcé la confiance des femmes et se poursuivra par le biais du programme pour apprendre à lire à domicile dans le cadre du renforcement des capacités de cette catégorie.

Renforcement des prestataires de services privés

Les prestataires de services privés (PSP) jouent un rôle important pour toucher davantage d'agriculteurs dans leurs fermes. L'accès des exploitants familiaux aux technologies PRAI leur permet de transformer plus rapidement leurs récoltes et de les stocker dans de bonnes conditions pour les consommer ou les commercialiser. La prestation de services privés s'est révélée être une activité potentielle de génération de revenu dans les pays phares de la SAA. En Éthiopie, cinq groupements de jeunes déscolarisés ont reçu des machines et une formation à leur emploi, ainsi que des compétences en gestion d'entreprises, et ils ont commencé à proposer des services de battage/décorticage dans leurs localités. De jeunes entrepreneurs au Nigéria et en Ouganda se sont aussi déclarés prêts à s'impliquer dans la prestation de services PRAI.

Même si la SAA promeut des investissements auprès de groupes en raison de la mise de fonds élevée au démarrage, il a été constaté que l'appropriation individuelle est plus durable.



Récompenses et reconnaissances

Les équipes PRAI ont participé à des expositions nationales et régionales afin de promouvoir des technologies à des publics plus larges. L'équipe éthiopienne a reçu un Certificat d'appréciation de l'Agence fédérale de coopératives (FCA) pour ses travaux prônant l'autonomisation de femmes agro-transformatrices. L'équipe ougandaise a également été reconnue en décrochant le trophée de Meilleur exposant (pour les micro-technologies) lors du Salon national agricole. Le personnel a également été invité à contribuer à des ateliers liés à la promotion de technologies, ainsi qu'à une élaboration des politiques de mécanisation agricole.

Nouvelle stratégie : vers une mise en œuvre par chaîne de valeurs plus intégrée

La réunion 2016 de la thématique PRAI qui s'est tenue à Kaduna, au Nigéria, s'est penchée sur les orientations pour la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique de la SAA (2017-2021). Il a été reconnu que celle-ci devrait être mieux intégrée dans le plan de travail national afin de refléter le développement et la mise en œuvre des interventions par chaîne de valeurs dans les nouveaux sites de projet. La collaboration inter-thématique sera au cœur de la mise en œuvre du programme.

La thématique PRAI adoptera des stratégies de vulgarisation pour encourager l'adoption de nouvelles technologies. Le développement d'entreprises rurales agro-industrielles en dehors de l'exploitation, qui promeuvent des prestataires de services privés, l'autonomisation des jeunes par l'entrepreneuriat et l'établissement de systèmes de soutien associés sont des priorités. Au cours des cinq prochaines années, la SAA constatera une plus forte adoption des technologies PRAI et une demande accrue en technologies plus performantes. Les interactions avec les fournisseurs de technologies PRAI et les services de réparation et d'entretien associés seront renforcées. La qualité et l'innocuité des aliments seront également privilégiées.



En Ouganda, la SAA encourage la prochaine génération d'exploitants familiaux et d'entrepreneurs à adopter les nouvelles technologies

THÉMATIQUE 3

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET ACCÈS AU MARCHÉ

Objectif fondamental

L'objectif fondamental de la thématique est d'établir des partenariats public-privé pour appuyer la fourniture de services de vulgarisation et le développement agricole des exploitants familiaux par un accès à des marchés plus rentables.

Accomplissements clés

Afin de promouvoir une production orientée sur le marché et un revenu durable, une collaboration devrait s'instaurer entre les différents acteurs, y compris les secteurs public et privé, les organisations paysannes (OP) et les producteurs individuels. Consciente de cette nécessité, la thématique 3 a dressé la liste des prestataires de services privés, notamment les services de microfinance, les fournisseurs privés d'intrants et de services agricoles et les agro-transformateurs, et elle les a mis en relation avec les organisations paysannes et les entreprises agricoles familiales. Un répertoire de prestataires de services publics et privés a été élaboré et diffusé et il sera constamment actualisé dans chacun des quatre pays phares, afin d'obtenir des réseaux de partenariats bien implantés le long des chaînes de valeurs dans chaque nation.

Des organisations paysannes fonctionnelles sont essentielles pour améliorer l'accès au marché et la viabilité. La thématique 3 a facilité l'organisation et l'accompagnement des associations de produits de base (APB), qui ont été structurées autour des produits sélectionnés et auxquelles a été proposée une formation en développement et gestion agro-industrielle. Les OP sont reliées aux marchés des intrants et des produits. Durant la période 2012-2016 couverte par le Plan stratégique, 120.246 agriculteurs ont été formés en différents domaines, tels que la demande du marché, l'analyse de la chaîne de valeurs, la planification d'affaires, la négociation de contrats et les actions collectives pour sécuriser des intrants, des services et des marchés. En outre, 870 groupements d'agricultrices et de jeunes agriculteurs ont été formés à la gestion agro-industrielle.

Suite à ces activités, quelque 96.891 tonnes de grains divers ont été vendues grâce à des liens avec des acheteurs dans chacun des quatre pays phares. Rien qu'en Ouganda, les exploitants familiaux ont tiré 3.450.720,00 dollars de la vente de leurs produits en 2016. En Éthiopie, un total de 22.300 tonnes de céréales et 366 tonnes de semences a été produit et commercialisé la même année.

D'autres interactions concernent les groupements commerciaux d'exploitants familiaux avec les banques locales ou les institutions de microfinance (IMF). En Éthiopie, 149 groupements agricoles et 75 au Nigéria ont pu bénéficier de prêts grâce à ces interconnexions. 420 autres groupements de producteurs au Nigéria sont associés et ont des comptes auprès de diverses institutions financières. En Ouganda, les banques ont consenti des prêts aux agriculteurs comme suit : 185.400 dollars par la banque FINCA, 75.620 dollars par l'Opportunity Bank, 955.830 dollars dans le cas de la Post Bank et 320.750 dollars par la Centenary Bank. Au Mali, les OP de Selingué, Niamala, Fanidiama, Kolonto, N'Golognianasso et Sirimana ont pu obtenir un crédit total de 230.160 dollars pour 2.471 agriculteurs, dont 750 femmes.

Outre les interactions avec les banques, la thématique 3 a aussi facilité un accès supplémentaire à des financements pour les groupements de producteurs par le biais des régimes facultatifs gérés par des Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA). Au Mali, 155 VSLA ont été créées ; 90 ont vu le jour au Nigéria, 107 en Éthiopie et 822 en Ouganda. L'épargne constituée par 105 groupements en Ouganda au cours de 2016 se monte à 370.500 dollars dans les 13 districts de Bugiri, Ntungamo, Buikwe, Jinja, Tororo, Mityana, Gulu, Oyam, Nakaseke, Palisa, Kamwenge, Kamuli et Lira.

Le travail de la thématique 3 en 2016 a également porté sur la formation de 261 groupements d'entreprises agricoles de femmes et de jeunes en dynamique de groupe, en leadership et en gouvernance, ainsi que sur la commercialisation des pratiques culturelles des exploitants familiaux.

Tout au long du Plan stratégique de 2012-2016, beaucoup de progrès ont été accomplis par la thématique 3 en matière de rapprochement durable des exploitants familiaux avec les marchés, ce qui a donné lieu à des partenariats clés avec des associés publics et privés et des OP qui ont permis de développer et de renforcer les alliances existantes, de prolonger les différentes fonctions de la chaîne de valeurs et de soutenir les exploitants familiaux.

Programmes annexes

Dans le cadre du concept d'entreprise unique, la thématique 3 a contribué à la mise en œuvre de projets et programmes annexes au sein du Plan stratégique 2012-2016 en Éthiopie, au Nigéria et en Ouganda. Au Nigéria, la thématique 3 a débouché sur la mise en œuvre du projet de vulgarisation innovante financé par l'AGRA et elle a participé au projet USAID/MARKETS II. En Ouganda, la thématique 3 a participé à la mise en œuvre de l'initiative Croissance pour l'Ouganda (GFU/K+S) aux projets SAFE/organisations paysannes, aBi-Trust et VODP (Développement des huiles végétales). En Éthiopie, la thématique 3 est pleinement impliquée dans tous les projets annexes mis en œuvre dans le pays.

Changements au niveau du personnel

Sissoko Sokona Dagnoko a été nommée nouvelle Directrice nationale de la SAA au Mali suite au départ en retraite d'Abou Berthe, après maintes années de loyaux services. Elle continue de superviser les activités de la thématique 3 au Mali en collaboration avec le coordonnateur de la thématique et l'agent de programme (AP). L'AP, Étienne Goita, a été recruté en 2016 afin de renforcer les effectifs de la thématique 3 au Mali. La thématique 3 manque encore de coordination au Bureau régional d'Addis-Abeba par un Directeur thématique et/ou un chargé de programme régional. J'espère vivement pouvoir être en mesure de combler cette lacune très bientôt.



Inspection d'un champ de multiplication des semences communautaires (CBSM) dans le woreda de Hulbarg en Éthiopie

Tableau 1 : Thématique 3 – Accomplissements majeurs au titre du plan stratégique 2012-2016

Détails	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Bases de données des prestataires de services/partenaires (développées/actualisées)	1	1	1	1	4
Nombre de réseaux partenaires (développés)	1	1	1	1	4
Nombre d'organisations paysannes reliées à des marchés de produits	411	725	650	822	2608
Produits agricoles commercialisés collectivement par les groupements de producteurs (en tonnes)	14.391	30.000	28.000	24.500	96,891
Nombre de producteurs reliés à des marchés d'intrants	486	725	545	472	2.228
Intrants fournis aux groupements de producteurs par des fournisseurs privés (en tonnes)	779	4,134	2,550	2,100	9.563
Nombre de modèles de génération de revenus mis au point pour les groupements de producteurs	5	6	9	8	28
Nombre de modèles de commercialisation groupée mis au point pour les organisations paysannes	4	5	14	7	30
Nombre de plans d'affaires élaborés pour les différentes agro-entreprises agricoles	72	33	28	33	166
Nombre de FdF/producteurs formés à la commercialisation des produits de l'agriculture familiale	29.679	16.200	65.440	8.927	120.246
Nombre d'organisations paysannes reliées à des institutions financières (pour l'accès au crédit)	220	36	420	822	1498
Nombre d'Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA)	107	155	90	822	1174

Source : SAA – Rapport d'évaluation extérieure des pays (2016)

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Activités par pays

Éthiopie

Lancement du programme de formation en milieu de carrière axé sur le pastoralisme à l'Université de Samara

En février 2016, l'Université de Samara a inauguré un programme de licence axé sur la chaîne de valeurs pastorale à l'intention des vulgarisateurs en milieu de carrière. Trente-deux étudiants, dont 28 hommes et 4 femmes, ont été admis dans la première promotion. Cela porte à neuf le nombre d'universités qui proposent ce programme. Un atelier de lancement officiel du programme a été organisé à l'Université de Samara le 18 avril 2016. L'atelier a réuni le personnel du Collège agricole des zones arides de Samara et des représentants d'autres universités et collèges

Atelier d'écriture de supports pédagogiques axés sur le pastoralisme

Un atelier de rédaction a été organisé en mars afin de rédiger les supports pédagogiques de neuf cycles d'enseignement. L'atelier a réuni 18 enseignants des Universités de Jijiga et Samara (deux rédacteurs par cycle). L'ouverture officielle de l'atelier a été prononcée par le Directeur général du ministère de l'Élevage et des Pêches. Dans son discours liminaire, il s'est réjoui que l'initiative SAFE ait créé un cours axé sur le pastoralisme car cela s'inscrit dans la ligne directe des « efforts particuliers déployés par le gouvernement en faveur du développement socio-économique du secteur pastoral et agro-pastoral ».

Création d'un centre de ressources à l'Université de Jijiga

Jijiga a créé un centre de ressources d'apprentissage doté du matériel et des supports didactiques requis. Une partie des équipements a été reçue en guise de don des autorités régionales et l'université a fourni le reste. Le don des autorités régionales reflète l'authenticité du partenariat qui existe entre l'université et les employeurs des étudiants. Avec l'aide de SAFE, un potager familial à irrigation goutte-à-goutte et un programme de production de volailles à petite échelle ont été mis sur pied pour lancer le « centre d'entreprise » qui servira aux démonstrations pratiques.

Forum national annuel

Une réunion du Forum national annuel, à laquelle ont participé les doyens, les chefs de département et les coordonnateurs de programme, a été organisée en mai et elle a remporté un franc succès. Son objectif était de passer en revue le programme orienté sur la chaîne de valeurs qui est proposé depuis cinq ans dans les universités éthiopiennes. Durant la réunion, les questions à passer en revue ont été identifiées et un groupe spécial composé de neuf moniteurs a été créé pour procéder à l'examen.

MALI

Un atelier d'examen et de redynamisation du programme a été organisé à l'Université de Ségou en avril. L'objectif de l'atelier était de définir des moyens et des méthodes d'intégrer l'approche par chaîne de valeurs dans le programme de formation en vulgarisation agricole. Les participants à l'atelier ont souligné l'intérêt d'appliquer une approche par chaîne de valeurs et ont décidé de

l'adopter pour tous les cycles d'enseignement. Au Mali, 44 stages supervisés en entreprises (SEP) ont été développés et mis en œuvre par des étudiants sur différents sujets. Le centre d'entreprise de Samanko a aussi continué de concentrer ses activités sur les produits de la chaîne de valeurs animale et agricole dans un système intégré.

NIGÉRIA

Les efforts assidus déployés pour faire en sorte d'intégrer le programme dans le système universitaire traditionnel ont finalement porté leurs fruits au Nigéria car la Commission nationale universitaire (NUC) a donné son agrément au programme SAFE pour les universités. On espère que cet agrément débouchera sur un financement plus adapté du programme par les universités d'accueil.

Les SEP effectués par les étudiants ont continué de représenter le point névralgique du programme. L'accent est désormais davantage placé sur l'approche par chaîne de valeurs, la valorisation, l'entrepreneuriat agricole et les notions liées au genre pour répondre aux besoins des agriculteurs et des systèmes de vulgarisation.

Différents efforts ont été faits pour élargir les activités des centres d'entreprise au Nigéria. L'Université d'Ilorin gère désormais des activités le long de la chaîne de valeurs sur les produits piscicoles. Le centre d'entreprise a organisé une formation à l'intention des marchandes de dawadawa (un condiment local). Il s'est aussi impliqué dans l'embouteillage de jus de fruit (orange, ananas et pastèque) et la transformation de caroubes pour les vendre à la communauté universitaire. L'Université de l'État d'Adamawa a redynamisé le centre d'entreprise de production de miel qui avait été détruit durant l'insurrection. L'Université Bayero, Kano (BUK) a agrandi son verger pour y inclure la culture de mangues et de moringa. À la BUK, une cellule de transformation et de conditionnement du riz a été mise en place. Dans le cadre du renforcement du centre d'entreprise de l'Université Usmanu Danfodio à Sokoto, une unité de transformation et de séchage solaire de la viande a été mise en place avec un appareil à fabriquer du kilichi (viande séchée en poudre).

UGANDA

La proposition d'agrément du Collège agricole de Bukalassa a été approuvée par le sénat de l'Université Makerere. L'université va maintenant évoluer vers un programme bicéphale – l'un qui accepte uniquement les titulaires d'un diplôme universitaire (candidats en milieu de carrière) et l'autre qui accueille les élèves sortant du secondaire.

Activités régionales

Retraite annuelle

La retraite annuelle du personnel a eu lieu à Accra, au Ghana, les 29 et 30 juin. Les points de l'ordre du jour, les présentations et discussions lors de la retraite se sont principalement axés sur les inscriptions, les diplômés, les Stages supervisés en entreprise (SEP), l'élaboration de cursus, les anciens élèves, l'expansion du programme et le partenariat avec les pouvoirs publics. Les participants ont aussi abordé de façon approfondie les activités régionales, les organisations paysannes (OP), le nouveau modèle de communication SAA/SAFE et la collaboration de SAFE avec la SAA. La retraite



Le personnel de l'Université de Mekele montre des activités génératrices de revenus entreprises par l'université. Ruth Oniang'o se tient à droite

s'est également penchée sur la préparation de la manifestation en marge de la TICAD à Nairobi et le Prix mondial de l'alimentation du point de vue de SAFE.

La retraite a recommandé les points suivants :

- la mobilisation des exploitations privées dans l'organisation des SEP ;
- la possibilité d'organiser des ateliers de réseautage technique panafricains au lieu de se contenter d'ateliers régionaux. L'intérêt d'un atelier panafricain réside dans le fait qu'il rassemble toutes les institutions participantes et permet un plus grand partage d'expériences et d'opinions ;
- le modèle de communication SAA/SAFE devrait aussi tenir compte des associations d'anciens élèves ;
- le plan stratégique est un document évolutif qui devrait faire l'objet d'une actualisation périodique ;
- l'activité de renforcement des OP devrait mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités sous forme de formation.

Atelier technique régional pour l'Afrique de l'Ouest

L'Atelier technique régional pour l'Afrique de l'Ouest a été organisé à Accra les 27 et 28 juin 2016. Les 75 participants émanaient des universités et des ministères de l'Agriculture du Nigéria, du Mali, du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana et de l'Éthiopie.

Thème de l'atelier

Repenser le rôle des parties prenantes pour la durabilité des programmes SAFE

Contexte de l'atelier

De récents changements dans les conditions et les stratégies politiques et socio-économiques, tels que l'amenuisement des ressources financières, la décentralisation et la privatisation des services de vulgarisation dans de nombreux pays d'Afrique, exercent une influence sur la mise en œuvre efficace des programmes SAFE et leur viabilité globale à long terme. La décentralisation déplace le rôle d'appropriation et de formation du personnel de vulgarisation des services du ministère de l'Agriculture à ceux des collectivités locales. La mise en œuvre efficace des programmes SAFE et leur viabilité globale à long terme dépendent du partenariat avec les parties prenantes qui ont joué différents rôles au fil des ans. C'est dans ce contexte que s'est déroulé l'atelier régional des parties prenantes de SAFE en Afrique de l'Ouest

Objet de l'atelier

L'objet de l'atelier était de fournir aux parties prenantes des programmes SAFE une plateforme leur permettant de réexaminer leurs rôles et de redéfinir une stratégie afin de favoriser l'appropriation et la durabilité à long terme des programmes SAFE.

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques étaient les suivants :

- discuter des rôles des principales parties prenantes dans les programmes SAFE ;
- analyser les partenariats possibles et les synergies éventuelles entre parties prenantes dans le maintien des programmes SAFE ;
- examiner des moyens d'intégrer les activités des parties prenantes dans les programmes SAFE ;
- discuter des façons d'améliorer la durabilité des programmes.

Produits de l'atelier

Les parties prenantes et leurs rôles

- L'atelier a identifié les principales parties prenantes existantes comme étant les ministères de l'Agriculture, les ministères de l'Élevage et des Pêches, les universités, les collèges et les centres de formation, les étudiants, les agriculteurs, les vulgarisateurs en première ligne, les agences coopératives, les organisations non gouvernementales, les sociétés du secteur privé, les instituts de recherche, les associations d'anciens élèves, les autres universités, les médias, le personnel du secteur agro-alimentaire et SAFE..
- Les nouvelles parties prenantes sont les sociétés agro-industrielles, les universités privées, les ministères des Collectivités locales, les institutions financières, les revendeurs d'intrants agricoles, les donateurs et les agences de développement, les programmes gouvernementaux spécialisés en dehors du secteur de la vulgarisation, les organisations paysannes et les groupements de femmes.
- Les rôles des parties prenantes sont l'évaluation de programme, le financement, la formation du personnel, l'emploi des diplômés à la fin de leurs études, la supervision, l'élaboration/la révision/la mise en œuvre des programmes, le renforcement des interactions et la fourniture de ressources (en personnel et en espace).

Les délibérations de l'atelier concernant les défis que soulève la poursuite du programme SAFE se sont axées sur les questions suivantes :

- la principale menace pour la viabilité à long terme du programme SAFE concerne son financement ;
- la décentralisation des services de conseil agricole est une menace en raison de l'incapacité des collectivités locales à parrainer leur personnel.

L'atelier a décidé de recourir aux stratégies suivantes pour poursuivre le programme :

- tirer parti du forum des vice-chanceliers et autres pour intégrer le programme SAFE dans le système universitaire de façon à garantir son appropriation par l'université ;
- renforcer le forum national qui permet aux universités et aux parties prenantes de se rencontrer et d'échanger des idées mutuellement intéressantes ;



Diplômés en milieu de carrière à l'Université de Wollo, Éthiopie

- relier le programme SAFE, tout particulièrement les SEP, aux stratégies et programmes de développement agricole du gouvernement ;
- élaborer des propositions pour solliciter un parrainage de la part d'autres donateurs ayant des intérêts semblables ;
- organiser des réunions communes avec les parties prenantes pour planifier les engagements et favoriser les échanges ;
- renforcer les associations d'anciens élèves pour nourrir les partenariats avec les autres parties prenantes.

Par ailleurs, SAFE devrait :

- élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des objectifs des ateliers ;
- envisager un recours à des journaux professionnels pour promouvoir les SEP ;
- promouvoir des interactions avec le programme SAFE à l'intérieur des pays afin de traiter des questions pertinentes ;
- encourager la rédaction de propositions conjointes entre les pays pour se procurer des fonds afin de soutenir les SEP ;
- appuyer la commercialisation de villages technologiques.

Séminaire à l'Université Egerton au Kenya

Bien que SAFE ne soit pas présente au Kenya, le Directeur des services de vulgarisation nationaux a demandé à SAFE de faire part de son modèle de formation à l'une des universités agricoles kenyennes, Egerton, car le ministère de l'Agriculture souhaiterait aussi mettre en place ce type de programme pour son personnel. Un document spécialement rédigé pour le séminaire a été présenté sur les expériences de SAFE. L'université a fait preuve d'intérêt et consultera le ministère de l'Agriculture et les autorités de district qui emploient du personnel de vulgarisation sur le terrain.

Atelier sur les programmes d'enseignement, Afrique du Sud

Suite à la demande du Directeur de l'Agriculture en Afrique du Sud, SAFE a fait part de son programme d'enseignement à des organes intéressés dans le pays.

En effet, le Directeur avait déploré que ses services comptaient beaucoup de diplômés qui prodiguaient des services de vulgarisation sans toutefois disposer d'une formation en vulgarisation. Il a ensuite organisé un atelier sur les programmes d'enseignement lors duquel SAFE devait présenter un discours de fond. L'atelier a réuni des représentants du département de l'Enseignement supérieur et de la Formation, du département de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches, des universités et des collèges agricoles. Les participants ont trouvé que le programme de SAFE correspondait à leurs besoins. Un groupe spécial multipartite a été créé afin d'explorer les options de formation à la vulgarisation en Afrique du Sud.

Associations d'anciens élèves

Les associations d'anciens élèves sont considérées comme des partenaires clés du programme SAFE sur le terrain. On ne saurait trop insister sur leur rôle crucial dans la promotion des programmes SAFE et de systèmes efficaces de fourniture de services de vulgarisation. On compte sur les anciens élèves pour jouer un rôle toujours plus actif comme dirigeants et acteurs du changement dans leurs pays respectifs et sur leurs lieux de travail. À cet égard, des efforts ont été déployés pour les structurer et les équiper des outils de base requis pour s'acquitter correctement de leurs fonctions. On peut se féliciter de résultats intéressants.

Les associations ont activement participé à plusieurs séances et ateliers de formation de formateurs (FdF) sur les SEP et la gestion des pertes post-récolte. Au Mali, elles ont participé à l'examen du programme au centre Samanko. En général, elles ont participé à différents ateliers techniques, à la supervision des SEP des étudiants, à des plaidoyers en faveur de SAFE, etc. Ensemble, les associations d'anciens élèves du Burkina Faso et du Mali ont produit un bulletin baptisé Le vulgarisateur agricole sahélien. Il est utilisé comme source d'information sur la vulgarisation dans la région du Sahel.

Toutefois, un sentiment de véritable appropriation par la majorité des membres a besoin d'être constamment souligné et renforcé par le biais d'initiatives collectives et d'engagement groupé.

Organisations paysannes (OP)

Le projet des OP a bien progressé en 2016. Il a été impliqué dans une grande variété d'activités de renforcement des capacités durant l'année et des changements positifs dans les performances des agriculteurs et des groupements de producteurs ont été observés.

Quelque 565 nouvelles OP et 603 OP existantes ont été soutenues durant 2016. En tout, 1.173 organisations paysannes ont été aidées dans quatre pays (78 en Éthiopie ; 410 au Mali ; 350 au Nigéria et 332 en Ouganda). Plus de 20.000 membres d'OP ont été formés sur différents sujets.

Des efforts particuliers ont été consentis pour toucher le plus grand nombre possible de personnes ayant des besoins spéciaux en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Trois associations de personnes handicapées physiques au Mali ont été aidées par le biais de formations. Le projet en Éthiopie a soutenu 166 agriculteurs ayant des besoins particuliers grâce à des formations en engraissement du bétail, en apiculture et en production d'aliments pour

animaux en guise d'entreprises conviviales dans lesquelles les groupes peuvent s'impliquer. Au Nigéria, en tout, 25 parcelles de démonstration destinées à des personnes handicapées (DAD) ont été établies et plus de 200 personnes handicapées physiques ont été formées à des techniques culturelles et à des méthodes de gestion agricole.

En 2016, le projet en Éthiopie a formé 36 nouvelles OP et 42 existantes aux meilleures pratiques culturelles pour les produits, en lien avec des acheteurs par le biais de conventions. Six visites d'apprentissage par l'observation ont également été organisées. Suite à ces visites d'exposition, 320 membres de cinq groupements de producteurs ont diversifié leurs entreprises (oignons, tomates et choux) et vendu leurs produits à de gros acheteurs dans des villes régionales voisines.

Au Mali, le projet a facilité l'interaction entre la Banque nationale agricole du Mali et la « Plateforme multipartite de chaînes de valeurs » (MAVCP) de Niéna. De ce fait, la plateforme a pu obtenir différents intrants (1.909 kg de semences, 328 sacs d'engrais et 973 litres de pesticides) à crédit. La MAVCP de Niéna a vendu 39 tonnes de sésame au Programme alimentaire mondial (PMA) pour lesquelles elle a reçu 11.117.900 francs CFA (environ 18.000 dollars US). Pour la saison de production 2017, le projet a facilité un contrat pour les MAVCP de Baraouéli et de Cinzana en vue du traitement et de la vente de 150 tonnes de sésame au PAM.

Au Nigéria, trente OP dans les États de Jigawa, Gombe et Kano ont créé une organisation faitière du nom de « Faitière des producteurs Sasakawa ». Elle suivra l'évolution des OP et de leurs membres. L'organisation aidera aussi chaque OP à accéder à des marchés groupés d'achat d'intrants et de vente de produits et à augmenter l'accès des groupes à des prêts. Six autres Plateformes multipartites de chaînes de valeurs ont été établies au Nigéria. Les plateformes servent à réunir tous les acteurs d'une chaîne de valeurs donnée sous une même tutelle afin de travailler en synergie. La médiation financière entre les OP et les institutions financières a permis à trois groupements de transformatrices d'obtenir un prêt de 300.000 dollars auprès d'une banque de microfinance (chaque groupement recevant 100.000 dollars).



Inspection du blé dans le woreda de Lemo, en Éthiopie

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Le projet en Ouganda a soutenu 150 nouvelles OP et 200 OP existantes. Il a aidé les membres à identifier et à développer des concepts d'entreprise viables. Le projet a dispensé une grande variété de formations, y compris des visites d'apprentissage par l'observation qui ont donné lieu à des améliorations tangibles. Ainsi par exemple, suite à ces visites, 260 agriculteurs ont diversifié leur entreprise en élevage de porcins, de volaille ou encore en production de fruits de la passion. Le projet a également formé 316 OP en épargne et gestion de prêt.

Comment aller de l'avant

L'initiative SAFE a démontré l'importance de la création de partenariats aussi bien au sein même des universités (entre les facultés et les départements) mais aussi avec d'autres établissements universitaires, des ONG et des ministères gouvernementaux ainsi que le secteur privé, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. L'un des éléments essentiels pour le démarrage et la durabilité de tout programme d'innovation est un partenariat avec d'autres organisations ayant les mêmes préoccupations et animées d'une mission et d'une vision communes. C'est pourquoi SAFE continuera d'encourager les partenaires à utiliser leurs propres ressources et à mobiliser des fonds supplémentaires pour démultiplier le programme.

Des efforts concertés seront déployés, au travers d'un dialogue, pour remotiver certaines parties prenantes clés qui se sont détournées du programme. Il existe un besoin urgent d'attirer de nouvelles parties prenantes désireuses de s'impliquer pour rallier les efforts envers la formation de personnel de vulgarisation en milieu de carrière en Afrique. Ce sera fait systématiquement par la sensibilisation du secteur privé et de tiers en les invitant à des séminaires, des ateliers, des conférences, la mise en œuvre de SEP, etc.

Les associations d'anciens élèves jouent un rôle primordial dans la promotion de l'initiative SAFE et par leur appui à la mise en œuvre du programme. Mais elles ne donnent pas toutes de bons résultats. SAFE les aidera à améliorer leur efficacité et leurs performances.

Le projet des OP a soutenu l'émergence d'OP fortes et viables grâce à l'exécution de programmes de formation de grande capacité. Toutefois, le renforcement et la mise à l'échelle des activités des OP nécessitent plus de fonds et ne peuvent pas être menés à bien par des acteurs qui agissent en vase clos. C'est pourquoi, SAFE continuera de faciliter les interactions entre les OP et les prestataires de services financiers pour permettre aux organisations d'élargir leur offre de services rentables et de se lancer dans de nouvelles entreprises et de nouveaux services viables

Dotation en personnel

Suite au départ en retraite de Jeff Mutimba, Winrock a recruté de nouveaux membres du personnel et apporté quelques changements au niveau de l'encadrement supérieur. Ainsi, à Addis-Abeba, Mercy Akeredolu a remplacé M. Mutimba, tandis qu'Oladele Idowu a rejoint l'organisation au poste de Coordonnateur de SAFE pour le Nigéria. Oladele Idowu (citoyen nigérian) a pris ses fonctions en avril 2016. Il a obtenu un doctorat en

vulgarisation agricole à l'Université d'Ibadan, au Nigéria. Entre 1997 et 2016, il a travaillé pour l'Université du Nord-Ouest (Afrique du Sud), l'Université du Botswana (Botswana) et l'Université d'Ibadan (Nigéria) où il a occupé différents postes. Il se targue d'une expérience de recherche sur le terrain avec les petits exploitants du Nigéria, du Japon, du Ghana, de la Sierra Leone, du Kenya, de l'Ouganda, de l'Éthiopie, du Botswana et de l'Afrique du Sud. M. Oladele est doté d'un solide bagage en agriculture, en transfert technologique et en systèmes d'innovation et il dispose de vastes compétences en statistiques, techniques analytiques et développement de partenariat. Il est aussi très expérimenté en intégration des méthodes de sciences sociales et naturelles pour la prise de décisions en gestion des ressources et possède de solides connaissances en processus d'élaboration des politiques, de suivi-évaluation et de rapprochement des agriculteurs aux marchés.

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE : de 1993 à 2016, en décembre 2016

Universités/ Collèges et pays participant au programme SAFE	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	550	19	569
Collège agricole Kawadaso, Ghana (Dipl.)	585	4	589
Haramaya, Éthiopie (Licence)	524	79	603
Hawassa, Éthiopie (Licence)	231	41	272
Makerere, Ouganda (Licence)	393	209	602
Sokoine, Tanzanie (Licence)	955	144	987
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	222	68	290
Centre Samanko, Mali (Dipl.)	260	27	260
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	186	30	216
Université Bayero, Nigéria (Licence)	180	51	231
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	166	57	223
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	133	20	153
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	125	25	150
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	96	59	155
Université de l'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	24	75	99
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	43	14	57
Mekele, Éthiopie (Licence)	107	59	166
Wollo, Éthiopie (Licence)	59	52	111
Jimma, Éthiopie (Licence)	41	70	111
Université de Ségou, Mali (Licence)	-	34	22
Université Usmanu Danfodiyo, Nigéria (Licence)	-	44	44
Université d'Arba Minch, Éthiopie (Licence)	-	33	33
Université de Samara, Éthiopie (Licence)	-	32	32
Université de Jijiga, Éthiopie (Licence)	-	16	16
Total partiel	4.880	1.262	5.991
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	-	6
Licence	33	-	33
Maîtrise	60	1	61
Doctorat	8	6	14
Total partiel	107	7	114
TOTAL GÉNÉRAL	4.382	1.534	5.916

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Directeur thématique
Kebba Ngumbo Sima



La Thématique SEA&D a continué d'impulser l'approche de la SAA fondée sur la preuve en couvrant toutes ses activités de programme en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. En 2016, SEA&D a notamment réussi à diriger l'évaluation extérieure du Plan stratégique (2012-2016) de la SAA qui touchait à sa fin et à coordonner l'élaboration de la nouvelle stratégie (2017-2021).

Évaluation extérieure de la stratégie de la SAA (2016-2017)

L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) a mis en œuvre son Plan stratégique (2012-2016) en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des zones rurales tout en augmentant le nombre d'exploitants familiaux prospères. Alors que la mise en œuvre des activités prenait fin en 2016, la SAA a commandité une évaluation extérieure qui s'est axée sur la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des résultats de ses programmes. Certaines des principales conclusions de cette évaluation sont résumées ci-dessous :

Pertinence : les domaines thématiques et les objectifs associés ont été alignés sur les priorités nationales dans les quatre pays phares de la SAA. Il s'agissait des grands thèmes suivants : l'amélioration de la productivité agricole ; la nutrition et la sécurité alimentaire ; les pratiques de gestion post-récolte ; l'accès à de meilleures installations de stockage ; des technologies valorisantes ; la création de marchés d'intrants et de produits grâce à des partenariats public-privé ; et des systèmes de gestion du cycle de programme fondés sur la preuve afin de promouvoir une documentation efficace de l'impact du programme ainsi que les défis associés à sa diffusion plus large et aux enseignements à en tirer.

Efficience : les conclusions montrent que les activités de la SAA se sont déroulées comme prévu. Les interventions de programme dans les pays phares ont été sélectionnées en

fonction des contextes locaux particuliers en identifiant les cultures pertinentes à partir d'une évaluation des besoins. Des interventions comme les démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) se sont penchées sur des questions propres aux femmes. Les résultats se félicitent de l'excellence de l'environnement de travail et soulignent une bonne gouvernance au sein des programmes de la SAA.

Efficacité : l'efficacité d'un programme se mesure en fonction de ses objectifs et des résultats atteints. L'évaluation a révélé que la mise en œuvre du programme avait donné lieu à une hausse de la sécurité alimentaire et une réduction de la pauvreté pour les ménages bénéficiaires.

Amélioration de la productivité agricole : l'évaluation montre que le programme a créé un accès aux services de vulgarisation agricole pour plus de 400.000 agriculteurs, ce qui correspond à l'objectif fixé dans le Plan stratégique. Quelque 113.130 agriculteurs ont participé à des démonstrations de technologie, 787.795 paysans ont été formés à l'usage de technologies agricoles et plus d'un demi-million ont participé à des journées champêtres. Plus de 70 pour cent des agriculteurs ont utilisé la formation qui leur a été dispensée et la plupart se déclarent satisfaits des services de vulgarisation dont ils ont bénéficié. Les résultats montrent également que les rendements des principales cultures ont augmenté en moyenne de 36 pour cent en Éthiopie (malgré la sécheresse), de 90 pour cent au Nigéria et au Mali et de 42 pour cent en Ouganda. En Éthiopie, au Nigéria, en Ouganda et au Mali, les agriculteurs membres du programme ont enregistré des rendements respectivement supérieurs de 58 pour cent, 133 pour cent, 34 pour cent et 90 pour cent à ceux des producteurs n'ayant pas participé au programme.

Systèmes post-récolte et agro-industrie : la réduction de 30 pour cent des pertes sur récolte était l'objectif global de ce programme, un résultat espéré par l'amélioration des techniques de manutention post-récolte, de stockage et



Des employés de la thématique SEA&D en Éthiopie évaluent l'efficacité des programmes de la SAA pour les exploitants familiaux

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

de transformation des produits agricoles. Le programme a formé plus de 300.000 agriculteurs, conseillers agricoles et agro-transformateurs ; et il a assuré la démonstration d'installations de stockage et de techniques de manutention post-récolte et de transformation industrielle. Il a créé 431 centres d'agro-transformation et formé plus de 38.000 membres d'organisations paysannes (OP) à des techniques d'agro-transformation et de valorisation. 1.845 prestataires de services privés (PSP) (prestataires d'opérations mécanisées, fabricants, techniciens et opérateurs d'engins) ont également été formés. La mise en relation des producteurs avec les PSP a facilité l'accès aux technologies PRAI. Les PSP ont aussi généré un revenu allant de 253 dollars à 1.876 dollars en fonction de la technologie et du pays. Les résultats de l'enquête montrent que la proportion d'agriculteurs qui utilisent des facilités de stockage améliorées est supérieure dans le cas des participants au programme. Par rapport au chiffre de départ, chez les participants au programme, les pertes moyennes post-récolte ont diminué de 44 pour cent en Éthiopie, de 55 pour cent au Nigéria, de 77 pour cent au Mali et de 81 pour cent en Ouganda.

Partenariats public-privé et accès au marché : des partenariats public-privé ont été nourris afin de soutenir la fourniture de services de vulgarisation et d'encourager le développement agricole grâce à l'accès à des marchés plus rentables. En tout, 2.600 OP ont été mises en relation avec le marché par le programme et ont vendu environ 97.000 tonnes de céréales. Elles ont aussi pu accéder à des semences et d'autres intrants, ainsi qu'à des prêts consentis par des institutions financières. Le programme a également organisé et soutenu

des Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) afin de stimuler l'épargne parmi les membres et de faciliter l'accès au crédit au niveau des villages. Le programme a renforcé les capacités de 107 VSLA en Éthiopie, 185 au Mali, 90 au Nigéria et 822 en Ouganda. Des groupements de femmes ont également été formés à s'impliquer dans l'agro-industrie et la création d'entreprises. En Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda, une formation en agro-industrie a été dispensée respectivement à 32, 45, 720 et 75 groupements de femmes.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D) : la thématique a mené à bien plusieurs activités, y compris une évaluation des besoins, des enquêtes de référence, des activités de suivi, des études approfondies/des évaluations d'impact, et elle a organisé différentes sessions d'apprentissage et de partage d'information.

Impact : L'impact du programme a été évalué en termes d'évolution des revenus des ménages, des revenus par habitant et du degré de sécurité alimentaire. Les données disponibles suggèrent que le revenu par habitant des participants au programme a augmenté par rapport au niveau de départ et que les participants ont gagné 53 pour cent de plus que les personnes non membres du programme en Éthiopie, 44,4 pour cent de plus au Mali et 172 pour cent de plus au Nigéria. Dans tous les pays phares, les participants ont évalué positivement la contribution du programme du point de vue du revenu des ménages et de la sécurité alimentaire. Le programme a engendré une meilleure disponibilité des denrées et il a créé des opportunités pour améliorer la nutrition et la richesse des ménages.

Figure 1 : Résumé des principaux résultats de l'évaluation extérieure de la stratégie de la SAA (2012-2016)

Amélioration de la productivité agricole	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Nombre de producteurs ayant participé à des démonstrations de technologie	32.856	40.633	15.264	24.377	113.130
Nombre de producteurs formés à l'utilisation de technologies agricoles	410.401	28.162	243.850	105.382	787.795
Nombre de producteurs ayant participé à des journées champêtres	410.401	72.547	38.801	11.410	500.000
Producteurs ayant mis à profit la formation qui leur a été dispensée (%)	84,4	88,4	33,4	51,6	-
Augmentation moyenne des rendements des principales cultures (%)*	36,1	90	90	42	-
Rendement moyen enregistré par rapport aux producteurs non membres du programme	58	34	133	90	-
Systèmes post-récolte et agro-industrie	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Nombre de producteurs, conseillers agricoles et agro-transformateurs formés	230.879	35.565	32.833	33.599	332.876
Nombre de centres d'agro-transformation mis en place	30	360	21	20	431
Nombre d'organisations paysannes formées en agro-transformation et valorisation	1.151	686	1.500	834	4.171
Nombre de prestataires de services privés (fabricants, techniciens, opérateurs)	1.003	94	267	481	1.845
Revenu moyen annuel généré par les prestataires de services privés (en USD)	373	-	-	1.257	-
Diminution moyenne des pertes post-récolte (%)**	44	77	55	82	-
Partenariats public-privé et accès au marché	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Nombre d'organisations paysannes (OP) reliées à des marchés	411	725	650	822	2.608
Quantité de céréales vendues par les OP (en tonnes)	14.391	30.000	25.000	24.500	96.891
Nombre d'Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA)	107	185	90	822	1.174
Nombre de groupements de femmes formés en création d'entreprises agro-industrielle	32	45	720	75	870
Volume moyen de prêts consentis aux OP	-	500.000	42.000	240.730	783.230
Quantité moyenne de semences et autres intrants reçus par les OP	779	4.134	2.550	2.100	9.563
Impact	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Revenu moyen par participants au programme par rapport au niveau de départ (% de hausse)	109	-	-	-	-
Revenu moyen par participant comparé à celui des producteurs non membres du programme (% de hausse)	53	44,6	172	-	-

* La cible fixée était une hausse des rendements de 40 pour cent

** La cible fixée était une réduction des pertes sur récolte de 30 pour cent



En 2016, SG2000 Éthiopie a mis en œuvre cinq projets dans cinq États régionaux, couvrant plus de 130 *woredas* et 880 *kebeles*. Les projets sont les suivants : a) le projet principal, financé par la Nippon Foundation dans 10 *woredas* et 30 *kebeles* ; b) le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie » (NuME), financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui porte désormais le nom d'Affaires mondiales Canada (AMC), par le biais du CIMMYT dans 24 *woredas* et 72 *kebeles* ; c) le projet de mise à l'échelle de Digital Green financé par DG Inde dans 5 *woredas* et 50 *kebeles* ; d) le projet PICS financé par l'Université Purdue dans 31 *woredas* et 93 *kebeles* (3.155 villages) ; et e) le projet d'utilisation à grande échelle du potassium (KCL) financé par AGRA dans 64 *woredas* et 640 *kebeles*.

Amélioration de la productivité agricole (APA)

En 2016, la thématique APA a mis en œuvre trois projets (le projet principal, le projet NuME et le projet KCL). La thématique a formé 1.897 conseillers agricoles, 26 agents et 8.030 agriculteurs (dont 541 femmes) aux technologies d'amélioration de la productivité agricole et de production de maïs nutritionnel. Les bonnes technologies agricoles et pratiques culturales ont été démontrées sur des champs paysans et dans des centres de formation agricole (CFA). Un total de 20.161 démonstrations a été réalisé, dont 1.763 (90 TOP, 270 WAD, 1.350 PTP, 23 sur le travail de conservation du sol et 30 sur la prégermination) financées par la Nippon Foundation ; 195 ont porté sur le maïs QPM et 18.203 sur la vulgarisation du potassium. Deux niveaux de journées champêtres (*kebele* et *woreda*) ont été organisés dans toutes les zones cibles. En tout, au niveau des *woredas*, 13.991 personnes (dont 13.500 agriculteurs) ont participé et observé les démonstrations sur le terrain alors qu'au niveau des *kebeles*, plus de 82.200 participants (quasiment tous des agriculteurs) ont observé les démonstrations pendant les journées champêtres. Suite aux démonstrations et aux journées champêtres sur le projet NuME, les agriculteurs ont demandé 112 tonnes de variétés améliorées de maïs QPM.

La thématique, en collaboration avec la thématique 3, a également participé à une initiative d'appui de huit groupements paysans en multiplication des semences



Mastawet Hailu, mère résiliente ayant des besoins spéciaux, cultive des choux avec l'appui des OP de SAFE en Éthiopie

communautaires (CBSM), qui comptaient 165 membres (154 hommes et 11 femmes) organisés en cinq régions. Le groupe a multiplié les semences des variétés nouvellement introduites afin de satisfaire la demande pour un déploiement plus poussé des technologies démontrées et pour garantir leur pérennité. Le groupe CBSM a multiplié 178 tonnes de sept variétés différentes de teff, blé, sorgho et soja sur 60 hectares.

Systèmes post-récolte et agro-industrie

En 2016, la thématique PRAI a intensifié la promotion des batteuses polyvalentes, des égreneuses à maïs et du stockage hermétique dans le cadre de démonstrations. Elle a organisé 16.978 démonstrations pour 196.722 agriculteurs (dont 75.417 femmes) afin de les sensibiliser à l'utilisation des technologies et à la préparation d'aliments à base de QPM. Trente-six journées champêtres, auxquelles ont assisté 23.272 participants (dont 8.569 femmes), ont été organisées pour toucher des communautés agricoles plus larges avec la mobilisation d'agents d'organisations partenaires.

Une formation à la manutention post-récolte, à la gestion du stockage et à la préparation d'aliments à base de QPM a été organisée pour 817 conseillers agricoles et agents de développement (AD) (dont 252 femmes). Les AD ont ensuite formé 189.593 agriculteurs (dont 65.517 femmes) grâce à la facilitation et au soutien technique de l'équipe PRAI.

SG 2000 Éthiopie a d'abord introduit les sacs PICS auprès des agriculteurs en 2013 pour un stockage à la ferme. La vulgarisation du sac par le programme SG 2000 en collaboration avec les bureaux agricoles et la chaîne d'approvisionnement du sac, depuis la production jusqu'à la commercialisation, a été soutenue par le projet PICS de l'Université Purdue. D'après les rapports d'usine, 164.510 sacs ont été distribués à des producteurs par le biais d'unions coopératives agricoles et d'autres organisations qui ont mis à l'échelle cette bonne pratique. De ce fait, les agriculteurs sont désormais en mesure de stocker leurs céréales à l'abri des insectes sans avoir recours à des produits chimiques, ce qui leur aide à consommer des denrées saines et à obtenir de meilleurs prix pour leurs produits. Les prestataires de services ont été soutenus pour proposer des services de battage/décorticage aux communautés agricoles. Sept groupements de jeunes sans terre (39 hommes et 1 femme) ainsi qu'une coopérative de femmes rurales (97 membres), bénéficiaires du programme PAM-genre, ont fait l'acquisition d'une batteuse/décortiqueuse et offrent des services aux agriculteurs de leurs localités. Pour soutenir les prestataires de services, 75 techniciens (dont 2 femmes) ont été formés aux opérations et 20 aux réparations et à l'entretien des machines et engins PRAI. Une visite d'échange d'expériences a été organisée pour 35 jeunes et 10 membres des coopératives de femmes afin de tirer des enseignements d'un modèle d'entreprise couronné de succès. Des cours de mise à niveau ont été dispensés à 74 femmes sur le leadership, la tenue de registres et les compétences de transformation. Un programme pour apprendre à lire et compter à domicile a été mis sur pied à l'intention de 200 femmes illettrées. L'accessibilité des technologies par le biais de prestations de services privés et d'interactions avec le marché a intensifié la perception de l'importance des techniques améliorées de manutention et stockage post-récolte, d'où le nombre croissant d'adeptes.

Partenariats public-privé et accès au marché

Un partenariat avec des organisations partenaires et une collaboration inter-thématique ont contribué à l'établissement de liens robustes entre les exploitants familiaux et les acteurs de la chaîne de valeurs. Des modèles de génération de revenu ont été établis pour rapprocher les organisations paysannes (OP) des acteurs de la chaîne de valeurs, y compris les assembleurs, les grossistes, les transformateurs, les exportateurs et les prestataires de services financiers. Ceci a donné lieu à la fourniture aux acteurs du marché de 22.300 tonnes de produits récoltés par les exploitants familiaux et 366 tonnes de semences améliorées issues des programmes communautaires de multiplication des semences.

La thématique a formé 100 groupements de femmes et de jeunes à la dynamique de groupe et aux techniques agro-industrielles afin d'optimiser la création d'emplois et les normes de qualité. 15 groupements de femmes et de jeunes (71 hommes et 21 femmes) ont été formés en gouvernance et dynamique de groupe. De même, 31 groupements de femmes et de jeunes (119 hommes et 26 femmes) ont été formés aux techniques agro-industrielles et au développement d'entreprise dans huit woredas de projet situés dans quatre États régionaux (Oromia, Amhara, Beneshangul Gumuz et SNNPR). Une formation intensive en produits de base a aussi été dispensée à 9.691 exploitants familiaux. Pour mobiliser les OP dans des opportunités commerciales viables, six plans d'affaires ont été élaborés et plusieurs études de marché ont été réalisées. Six OP ont accédé à des prêts et des crédits au comptant et en nature à hauteur respective de 65.000,00 birrs et 1,5 million de birrs. Cet argent a servi à acheter des intrants agricoles dans les zones d'intervention du projet. Quatre-vingt-sept Associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) ont été créées et soutenues pour mettre à disposition des micro-prêts au niveau de la base.

Promotion d'une approche de la vulgarisation par vidéo

Depuis mai 2015, SG2000 Éthiopie a mis en œuvre le Projet de mise à l'échelle Digital Green, en partenariat avec la Fondation Digital Green et les bureaux de l'Agriculture de cinq woredas dans la région Amhara. Le projet a formé 112 agents de woreda et de zone, 20 membres de l'équipe de production de vidéo par woreda, 208 AD, AV et TS aux techniques de production et de diffusion de vidéos, dont 94 (45 pour cent) étaient des femmes. Pour institutionnaliser l'approche, deux réunions du comité de pilotage de woreda ont été organisées avec la participation de tous les principaux représentants régionaux attendus.

Un total de 43 vidéos sur les thèmes de la santé, la nutrition, l'agronomie, l'élevage et les technologies post-récolte a été produit par cinq woredas de projet. Ces vidéos ont été visionnées par les groupes de développement ciblés et un nombre notable ont pratiqué et adopté les technologies. Deux exercices conjoints de supervision avec appui technique ont été réalisés dans 50 *kebeles* de cinq *woredas*. Des visites d'assurance qualité ont été régulièrement entreprises aux niveaux des *woredas*, des *kebeles* et des exploitations. En tout, 118 visites d'assurance qualité ont été effectuées à tous les niveaux durant la période de rapportage.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

La thématique SEA&D a continué d'institutionnaliser des interventions fondées sur la preuve dans les programmes et

projets de SG 2000 Éthiopie. SEA&D a surveillé le programme et les performances du projet à la fois au niveau de la production et au niveau des résultats. Le suivi des produits a impliqué la mise en œuvre de thématiques à travers l'utilisation d'un système de suivi fondé sur le web qui a été inauguré en 2015. Cette année, le système a été modernisé pour intégrer les obligations régulières de notification sur papier et a permis au personnel de saisir toutes les informations en matière de performances. Le système agrège l'état des performances et rend compte des résultats par membres du personnel et par thématique avant d'exporter les données au format Word/Excel/Powerpoint. L'enquête de suivi des résultats effectuée durant l'année a révélé une collaboration inter-thématique fragile sur le terrain et les résultats ont été discutés avec le personnel et la direction, ce qui a permis d'identifier une approche par produit pour aller de l'avant.

L'évaluation extérieure du Plan stratégique (2012-2016) de la SAA/SG2000 Éthiopie a été effectuée en guise de contribution à la nouvelle stratégie nationale (2017-2021). Le rapport d'évaluation a fait ressortir la pertinence du plan stratégique pour les priorités, plans et stratégies des communautés cibles et du gouvernement, et son efficacité en termes de réalisation des objectifs au niveau de la thématique. Trois documents de travail ont été publiés qui mettaient en exergue deux rapports d'évaluation de projet et un résultat d'étude d'adoption.

Relations extérieures/avec les bailleurs de fonds

SG 2000 Éthiopie a continué de jouir d'une bonne relation de travail avec ses partenaires et ses bailleurs de fonds. L'organisation a été reconnue et récompensée par le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles, l'Agence coopérative fédérale et le Bureau de l'Agriculture d'Oromia pour son partenariat dans la promotion des efforts de développement du gouvernement. En témoignage de l'authenticité de notre partenariat, l'Université Purdue et l'AGRA nous ont toutes deux accordé une prolongation gratuite d'un an ; le projet NuME a quant à lui bénéficié d'une extension de deux ans. SG2000 déploie beaucoup d'efforts afin de forger de nouveaux partenariats avec DG Soft, basé au Royaume-Uni, la Fondation David & Lucile Packard et la Fondation MasterCard.

Dotation en personnel

Durant le démantèlement progressif du projet NuME, deux membres du personnel – un AP de la T1 et un autre AP de la T2 – ont résilié leur contrat. Le coordonnateur technique de la thématique 1 et deux membres du personnel de SEA&D (le coordonnateur technique et un AP) ont démissionné en cours d'année. Tous ont été remplacés immédiatement afin de ne pas compromettre la mise en œuvre du programme.



Un membre de l'Association Sashemene de personnes touchées par la lèpre s'occupe de ses bêtes en Éthiopie – projet soutenu par SAA/SAFE



Plan stratégique 2012-2016

Le Mali est un pays sahélien d'Afrique de l'Ouest. Au début de 2012, le pays a été confronté à de graves troubles sociaux, politiques et sécuritaires en raison d'un coup d'État puis de l'occupation des territoires du Nord par des forces armées terroristes. Mais la situation politique du Mali s'est désormais stabilisée avec l'intervention des forces françaises. Les troubles ont été suivis par des scrutins démocratiques en 2013. La situation sécuritaire est désormais relativement calme malgré quelques attaques ponctuelles contre les forces armées du gouvernement. Les autorités maliennes et leurs partenaires ont depuis lors mis en place un système d'alerte sécuritaire dans les zones vulnérables, pour contribuer à la lutte contre le terrorisme.

En matière de développement, le gouvernement malien a opté pour une croissance économique fondée sur l'agriculture en raison de l'importance du secteur agricole dans le PIB du pays. Parmi les défis auxquels est confronté le développement de l'agriculture malienne figurent des rendements faibles, des pertes élevées post-récolte, qui sont souvent de l'ordre de 30 à 60 pour cent, un faible taux de transformation agro-industrielle, une mauvaise organisation des chaînes de valeurs, un accès médiocre aux marchés et au crédit, l'insuffisance de la qualité, de l'innocuité et de la valeur marchande des produits agricoles et les faibles capacités techniques des agriculteurs et des conseillers agricoles.

Pour aider le Mali à surmonter ces défis et à atteindre la sécurité alimentaire, la SAA a amorcé la mise en œuvre de son premier Plan stratégique en 2012. Les objectifs étaient de se concentrer sur la sécurité alimentaire et ils étaient parfaitement alignés sur ceux des grandes politiques de développement agricole du pays, à savoir, la Loi d'orientation agricole (LOA) et la Politique de développement agricole (PDA), en vue de transformer les exploitants familiaux et les agriculteurs de subsistance maliens en producteurs commerciaux prospères.

Malgré l'insécurité et la situation socio-politique difficile, SG 2000-Mali a mis en œuvre le Plan stratégique 2012-2016 dans quatre régions administratives du Mali, 12 cercles, 52 communes et 320 villages. Cela a été rendu possible grâce à la sélection stratégique des sites d'intervention et au soutien du siège et du bureau régional de la SAA, du ministère malien de l'Agriculture et d'autres partenaires.

À la fin de 2016, une équipe d'évaluation extérieure, commanditée par la SAA, a montré que la proportion d'agriculteurs pauvres mesurée par le revenu annuel moyen avant et après les interventions de projet était passée de 68 à 9 pour cent, soit un repli de 59 pour cent. L'évaluation a également constaté que la proportion de producteurs à revenu moyen avait doublé (passant de 31 à 70 pour cent) en raison du grand nombre de producteurs pauvres ayant réussi à migrer vers cette catégorie. Quelque 75 pour cent des ménages qui participent au programme sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires pendant au moins 11 mois. Ce constat est encourageant puisque ce chiffre tombe à 34 pour cent pour les ménages n'ayant pas pris part au programme. Un tel résultat a besoin d'être démultiplié sachant que la pauvreté rurale contribue à elle seule à plus de 80 pour cent de la pauvreté nationale. À en croire nos partenaires sur le terrain, l'accès



Des exploitants familiaux maliens emploient des techniques de vannage du maïs pour en enlever la poussière et les impuretés

aux nouvelles technologies introduites par le programme de renforcement des capacités des conseillers agricoles de la SAA est à l'origine de cette amélioration.

SAA/SG2000 vise la sécurité alimentaire, l'innocuité des aliments et une réduction de la malnutrition chez les exploitants familiaux du Mali

Le potentiel agricole du Mali en termes de superficies arables, de pâturages, d'irrigation et de matériels génétiques adaptés améliorés est élevé. Malgré cette situation, le Mali connaît des poches d'insécurité alimentaire dans 166 communes et un million de personnes sont concernées. L'insécurité alimentaire a été aggravée par la crise sécuritaire et socio-politique de 2012 qui a entraîné le déplacement de personnes et compliqué l'acheminement des denrées alimentaires vers les régions de Tombouctou, Gao et Kidal dans le nord du pays.

La malnutrition règne aussi au Mali, surtout chez les enfants de moins de cinq ans dont 24 pour cent affichent une insuffisance pondérale. La malnutrition et l'anémie sont monnaie courante.

Des interventions dans les domaines de la moisson, de la gestion post-récolte et de l'agro-transformation ont été déployées par SG2000-Mali au cours du Plan stratégique actuel afin d'atteindre l'innocuité des aliments et la sécurité alimentaire et de réduire la malnutrition dans les régions ciblées. Parmi les activités entreprises, des technologies prometteuses pré-récolte, post-récolte et d'agro-transformation susceptibles d'être appliquées à tous les grands produits agricoles ont été identifiées, introduites, démontrées, testées, adaptées en fonction des besoins et promues. En guise d'exemples de technologies, on peut citer le lancement de nouvelles variétés adaptées au changement climatique,

† Si Abou Berthe a été Directeur national du Mali jusqu'en décembre 2016 (comme le montre l'organigramme de la SAA page 6), c'est Sokona Dagnoko qui a rédigé cette contribution au rapport annuel.



La 8^e cohorte de vulgarisateurs en milieu de carrière au Collège Samanko, au Mali, souligne l'étroite collaboration entre la SAA et SAFE, son organisation sœur

des silos métalliques pour un stockage hermétique, une décortiqueuse de niébé, des égreneuses à maïs mobiles, une décortiqueuse d'arachide, des batteuses polyvalentes, des sacs PICS, des bâches et des technologies pour la transformation des céréales locales en jus, boissons maltées, gâteaux, biscuits, couscous, granulés pour la confection d'un porridge fluide (le monicuru), etc. Ces activités ont été entreprises dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou et elles ont rassemblé les autorités locales, les agriculteurs et l'équipe SAA/SG2000, pour toucher 200 transformatrices.

Orientations futures

La planification des quatre prochaines années s'effectue avec chacune des cinq thématiques de SAA/SAFE. Nous allons aussi continuer la collaboration inter-thématique et, surtout, la collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux et les populations ciblées – exploitants familiaux, transformateurs, négociants, conseillers agricoles, fabricants de matériels et prestataires de services privés.

Le modèle commercial des Centres d'échanges et de systèmes post-récolte (PhTC) mis au point par SG 2000 et ses partenaires durant le Plan stratégique de 2012-2016 sera au cœur du nouveau plan. Ce concept sera progressivement transformé pour laisser place aux « Centres de production, de systèmes post-récolte et d'échanges » (PhTC) afin de tenir pleinement compte de l'approche par chaîne de valeurs qui revêt la plus haute importance dans le nouveau Plan stratégique de SAA/SAFE. Par ailleurs, le nouveau Plan stratégique assurera la promotion d'une agriculture climato-intelligente et il s'efforcera de mobiliser et d'autonomiser les populations ayant des besoins spécifiques, tout particulièrement les femmes, les jeunes et les personnes souffrant d'un handicap dans les

chaînes de valeurs agricoles. L'accent sera mis sur le suivi et l'évaluation pour garantir des interventions et un impact fondés sur la preuve.

Bonne continuation !

M. Amadou Diané a travaillé pour SG2000-Mali du 30/4/1997 au 2/5/2016 comme coordonnateur de la thématique Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination.

Mme Sylla Awa Traoré était chef des services de bureau de SG2000-Mali depuis le 3/5/2010 et elle est partie en juillet 2016.

Le Dr. Abou Berthe, qui occupait les fonctions de Directeur national de SG2000-Mali depuis 2009, a pris sa retraite en décembre 2016.

Nous adressons à tous nos meilleurs vœux de réussite dans leurs futurs projets.

Bienvenue !

M. Alou Traoré a rejoint SG2000-Mali le 26 septembre 2016 comme chef des services de bureau. Il est titulaire d'un master en gestion des ressources humaines et se targue de 23 années d'expérience auprès d'ONG, de sociétés privées et d'institutions publiques.

Mme Sokona Dagnoko a rejoint SG2000-Mali le 1er novembre 2016 en qualité de Directrice nationale. Elle a obtenu son MSc en zootechnie à l'Université Laval, au Québec (Canada) et son PhD à l'Université Cornell à Ithaca, New York (États-Unis) en génétique et sélection végétale.

Nous adressons à ces nouveaux membres du personnel tous nos vœux de réussite au sein de SAA/SG 2000, Mali. Pour conclure, et comme indiqué plus haut, je suis ravie d'avoir pris mes nouvelles fonctions de Directrice nationale.



Cette année, la SAA a entrepris plusieurs interventions diverses au Nigéria, notamment les projets USAIDS-MARKETS II, N2AFRICA, AGRA, l'Initiative agronomique pour le manioc en Afrique (ACAI) financée par la FBMG et le projet TAMASA. Pendant la majeure partie de l'année, le naira nigérian (NGN) a perdu plus de 40 pour cent de sa valeur et, en décembre, l'inflation nationale atteignait 17,6 pour cent, aux dépens du secteur agricole. Des hausses significatives du coût des aliments ont érodé le pouvoir d'achat des ménages à travers tout le pays. La dépréciation de la monnaie a aussi affecté le prix des intrants agricoles, ce qui a sensiblement augmenté les coûts de production. La SAA a continué de fournir des conseils et une formation en vulgarisation de la chaîne de valeurs par la promotion de la fourniture de services de vulgarisation durables aux exploitants familiaux, en soutenant la création et le développement d'organisations paysannes (OP) efficaces et en encourageant les opportunités commerciales pour les OP. Nos effectifs ont augmenté suite au recrutement d'un comptable dans le cadre du projet AGRA et nous avons accueilli 21 étudiants en agriculture en provenance de diverses universités.

Amélioration de la productivité agricole et vulgarisation

Le succès de tout programme de développement agricole dépend largement des décisions par les producteurs concernant ce qu'ils vont cultiver, où vendre leurs produits, comment nourrir et préserver la fertilité du sol et, en ce qui concerne l'élevage, comment nourrir les animaux. De meilleures technologies et des marchés améliorés offrent de nouvelles opportunités aux producteurs mais ils ont aussi besoin d'un meilleur accès à l'information. Pour être compétitifs, les agriculteurs doivent acquérir plus de connaissances pour améliorer la prise de décisions. La SAA a continué de s'associer avec des institutions pertinentes afin d'éduquer les exploitants familiaux et de leur fournir des prestations. Ainsi, une formation des formateurs a été organisée avec 1.768 conseillers agricoles et producteurs chefs de file qui ont ensuite transmis leurs acquis à 25.000 producteurs de maïs et 20.000 producteurs de soja dans le cadre du programme USAIDS-MARKETS II et à 30.000 producteurs supplémentaires dans le cadre du projet AGRA.

Les conseillers agricoles et les producteurs chefs de file ont établi 360 parcelles de démonstration afin de mettre en avant les bonnes pratiques culturales. La performance des parcelles de démonstration sur les projets phares comme sur les projets annexes a été impressionnante, comme le montrent les figures 1 et 2. Les rendements agricoles ont augmenté de 50 à plus de 100 pour cent ; les agriculteurs pauvres en ressources, notamment les femmes en zones rurales, ont apprécié l'incorporation d'engrais inorganiques dans le sol qui leur a permis d'augmenter davantage leurs rendements. D'après l'analyse économique de la production de maïs de saison sèche dans le cadre du projet USAID-MARKETS II, la rentabilité nette s'élevait respectivement à N1.349.800 (\$4.354) et N773.020 (\$2.493) par hectare dans les États de Kaduna et de Kano. La collaboration avec la JICA sur les techniques améliorées de production de riz a donné naissance à un projet de brochure sur des lignes directrices simples pour la riziculture dont l'impression va pouvoir démarrer. Dans le nouveau Plan stratégique, un nombre ambitieux de 200.000 producteurs est ciblé à des fins de réseautage et de formation.



Formation à la transformation de la farine de maïs à Combe, au Nigéria

Plus de travail à faire

La force motrice à l'origine de l'expansion du projet de la SAA au Nigéria au cours des deux dernières années a été la cohésion de l'équipe et la prédisposition des institutions publiques de vulgarisation à collaborer avec la SAA. Toutefois, il existe un cruel manque de fourniture de services publics de vulgarisation, notamment du point de vue du financement et du personnel qualifié, ce qui permet de justifier l'intervention des organismes donateurs. La SAA a encore une marge de manœuvre importante pour déployer plus d'efforts au Nigéria.

Systèmes post-récolte et agro-industrie

La manutention post-récolte a un effet notable sur l'étendue des pertes post-moisson, la qualité finale et la valeur marchande de tout produit agricole. De nouvelles technologies simples et mobiles font leur apparition ; elles peuvent être appliquées durant la moisson, les battages, le calibrage, le conditionnement, le stockage et le transport et elles ont prouvé qu'elles pouvaient minimiser les pertes, préserver la qualité et accroître la valorisation des produits. La SAA a continué à se procurer des engins agricoles localement et, lorsque c'est possible, à importer et modifier l'outillage en fonction des besoins locaux des exploitants familiaux. Elle a également promu plusieurs installations d'agro-transformation et de stockage qui ont réduit les pertes post-récolte. Plusieurs agriculteurs utilisent désormais les technologies diffusées par la thématique dans différentes communautés car cela augmente la valeur de leur production.

En tout, sur les 20.000 ciblés, 19.814 exploitants familiaux ont été formés en technologies de stockage et d'agro-transformation valorisante durant la période stratégique (2012-2016). De même, 28.090 producteurs ont été formés à

Tableau 1 : Type et nombre de plateformes d'apprentissage mises en œuvre en 2016 (Activités phares)

Plateformes d'apprentissage agricole	Nbre prévu	Nbre atteint	Pourcentage atteint
Plateformes communautaires :			
TOP	90	90	100
WAD	225	225	100
PTP	1,350	985	72.9
Journées champêtres	93	93	100

diverses techniques post-récolte par des spécialistes dédiés, sur une cible initiale de 30.000. Parmi les défis identifiés dans le cadre des interventions PRAI au Nigéria, on peut citer des engins agricoles onéreux et des coûts d'entretien élevés. Pour tenter de renforcer encore les agro-entreprises établies par des femmes, la thématique a organisé des formations sur la qualité et l'innocuité des aliments pour 43 transformatrices de dawadawa à Kano, et sur la pré-cuisson améliorée du riz pour 60 transformatrices de riz dans les États de Jigawa et de Kano. Le nouveau Plan stratégique (2017-2021) ciblera 30.000 agriculteurs, 1.500 transformatrices et 25 prestataires.

Partenariats public-privé et accès au marché

Du fait de l'essor démographique rapide, des investissements massifs dans l'agriculture sont impératifs pour envisager un développement durable et la réduction de la pauvreté au Nigéria. Toutefois, du fait des ressources et du savoir-faire limités du gouvernement, des partenariats innovants qui rassemblent les entreprises, les pouvoirs publics et les agences de développement sont de plus en plus encouragés en guise de mécanisme susceptible d'accélérer la croissance de l'agriculture au Nigéria. La thématique Partenariats public-privé et accès au marché (PPPAM) a ouvert la voie en matière d'approche de vulgarisation de la chaîne de valeurs de l'organisation grâce à la promotion de la fourniture de services de vulgarisation durables, au soutien de la création et du développement d'organisations de producteurs (OP) efficaces et fonctionnelles et par l'encouragement des opportunités commerciales pour les OP. En tout, 99 conseillers agricoles, 306 groupements de producteurs et 35 groupements de femmes et de jeunes ont été formés en chaînes de valeurs, accès au marché et gestion de groupe. Les conseillers agricoles ont aidé des agriculteurs chefs de file à former un total de 3.540 agriculteurs. Des partenariats avec les projets USAID/MARKETS II et AGRA (qui prennent fin en juin 2017) ont eu un impact positif sur les compétences et la productivité des agriculteurs, mais aussi sur le personnel de la SAA et les conseillers agricoles.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Le suivi et l'évaluation sont des outils de gestion importants employés par la SAA pour suivre les progrès et faciliter la prise de décisions. En examinant de plus près nos activités organisationnelles, nous pouvons concevoir des programmes et des activités qui sont efficaces, performants et qui débouchent sur des résultats convaincants pour les communautés cibles. Dans un tel contexte, plusieurs enquêtes de suivi ont été réalisées sur tous les sites d'intervention dans le cadre des projets phares et annexes. Une étude approfondie de l'approche de vulgarisation agricole de la SAA, en complément d'une analyse économique de la production de maïs de saison sèche dans le cadre du projet USAID MARKETS II, a été réalisée par la thématique SEA&D. On soulignera l'importance du rôle de leader que la thématique a joué dans la réalisation de l'évaluation extérieure du Plan stratégique 2012-2016, ainsi que dans la consultation des communautés pour l'élaboration du nouveau Plan stratégique (2017-2021). Notre programme radio hebdomadaire « L'agriculture, base de création de richesse » est coordonné et facilité par la SEA&D, ce qui va accroître la visibilité de la SAA au Nigéria.



Groupement de transformatrices de riz dans l'État de Kano, Nigéria

Conclusion

L'approche de vulgarisation de la SAA au Nigéria dote les producteurs, conseillers agricoles et animateurs communautaires de technologies modernes et scientifiques fondées sur la preuve, qui permettent d'augmenter la productivité et les revenus des exploitants familiaux. Grâce à la vulgarisation, la SAA et d'autres partenaires de développement tentent de répondre aux besoins des agriculteurs. En formant les producteurs aux opérations commerciales et aux sciences et technologies agricoles modernes, la SAA contribue à la réussite d'un nombre incalculable de ménages agricoles, en favorisant la sécurité alimentaire et la création d'emplois, surtout pour les femmes et les jeunes.

Figure 2 : Rendements agricoles moyens des parcelles de démonstrations destinées aux femmes (WAD) Tonnes/ ha en 2016





Environ 70 pour cent de l'économie principalement agricole de l'Ouganda reste dominée par des exploitants familiaux pratiquant une agriculture de subsistance. Parmi les principaux défis du secteur, on déplore un personnel de vulgarisation insuffisant, une disponibilité limitée des technologies améliorées de production et post-récolte mais aussi des intrants agricoles ainsi que des difficultés pour maintenir des normes de qualité en vue d'obtenir une meilleure valeur marchande. Le projet phare, financé par la Nippon Foundation (NF), a été mis en œuvre dans 16 districts ; le projet d'organisations paysannes (OP) s'est poursuivi dans huit districts, l'entité allemande K+S GmbH a soutenu l'initiative Croissance pour l'Ouganda dans deux districts, et le Projet de développement des huiles végétales (VODP), financé par le FIDA et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF), a concerné trois districts.

L'équipe a accueilli de nouveaux membres du personnel : le Directeur national adjoint, le coordonnateur de la thématique 1 ; deux agents de programme relevant de la thématique 3, un pour la thématique 5, et un pour la thématique 1 ; ainsi qu'un comptable et des agents des services financiers. Des changements sont également intervenus au sein du MAAIF qui a accueilli de nouveaux ministres et un secrétaire permanent.

Amélioration de la productivité agricole (APA) et services de vulgarisation

Les activités APA ont été mises en œuvre dans 16 districts, où une évaluation des besoins a identifié les cultures prioritaires comme étant le maïs, les haricots, le soja, les arachides, le sésame, le millet, le manioc et le riz. Les agriculteurs ont besoin d'accéder à des semences et des engrais de qualité, à des variétés résistantes à la sécheresse et ils doivent améliorer leurs compétences en conservation des sols et de l'eau, en technologie de collecte des eaux de pluie, en irrigation à petite échelle et en technologies moins gourmandes en main-d'œuvre, y compris des semoirs et des désherbeurs. Pour accroître le faire-savoir, 34 conseillers agricoles et 265 animateurs communautaires ont été promus « formateurs de formateurs » (FdF), chargés de la mise en place de plateformes d'apprentissage agricole (PAA), de l'analyse des marges brutes et de la sélection d'entreprises dans le cadre du projet principal de la Nippon Foundation.

En tout, 895 plateformes d'apprentissage agricole (PAA) ont été établies, y compris 138 parcelles à option technologique (TOP), 384 parcelles de démonstrations destinées aux femmes (WAD), 32 parcelles de variétés communautaires (CVP), 36 espaces de prégermination et 28 jardins de multiplication des semences grâce à un financement de la Nippon Foundation ; 140 parcelles de démonstration de maïs de 0,4 hectare sous l'égide de l'aBi-Trust ; 18 parcelles de multiplication des semences de riz et de soja et 80 PAA de maïs et de soja financées par K+S ; ainsi que 39 parcelles de démonstration de soja de 0,4 hectare dans le cadre du projet VODP. Des démonstrations ont également porté sur du maïs résistant à la sécheresse. Les journées champêtres ont attiré 1.733 agriculteurs (871 femmes, 856 hommes), tandis que 5.217 producteurs (3.462 hommes, 1.755 femmes) étaient formés par le biais du Centre mobile de formation des producteurs (MFTC), principalement grâce à des démonstrations audiovisuelles et pratiques.

Plus de 6.000 exemplaires d'affiches d'information sur les méthodes culturales du riz, du maïs, des haricots, du manioc,

des arachides et du sésame ont été préparés et traduits dans les langues locales. Par ailleurs, 340 copies de manuels de production et 321 autres sur les carences en nutriments ont été distribuées aux agriculteurs et aux conseillers agricoles.

systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

Les pertes post-récolte, les gaspillages de nourriture et la contamination à l'aflatoxine restent de gros problèmes en Ouganda. Une évaluation des besoins menée dans 10 districts a révélé que 87 pour cent des répondants moissonnaient leur récolte à la main ; 50 pour cent séchaient leurs produits à même le sol ; tandis que 50 pour cent procédaient aux battages et 68,4 pour cent au décortiquage avec des bâtons. Il existe des prestataires privés (PSP) qui proposent des services de décortiquage au sein des communautés. Les principaux problèmes sont les suivants : des centres d'agro-transformation inadaptés ; des céréales/produits de mauvaise qualité ; des pannes fréquentes du matériel d'agro-transformation ; des frais d'agro-transformation élevés ; et de nombreux délestages du réseau d'électricité.

Pour renforcer les capacités, 148 conseillers agricoles ont été formés aux bonnes pratiques post-récolte et aux méthodes de stockage, à la gestion des gaspillages alimentaires, à la nutrition, à l'analyse coûts-avantages des technologies PRAI et des normes qualitatives, ainsi qu'à la gestion des techniques de stockage. 113 autres vulgarisateurs (animateurs communautaires, NAPB et conseillers agricoles) ont été formés aux techniques de séchage au soleil, de stockage et à la gestion des ravageurs et des pesticides. À leur tour, 17.110 agriculteurs (9.210 hommes, 7.900 femmes) ont été formés par des conseillers agricoles tandis qu'un total de 39 parcelles de technologies PRAI ont été mises en place dans 10 districts et étudiées par 12.198 producteurs.

Un éventail de technologies a été adopté, y compris des nettoyeuses et des batteuses manuelles de céréales, ainsi que des technologies hermétiques de stockage, telles que des sacs PICS (17.286) et des silos en plastique (696), mais aussi des égreneuses à maïs (888), le tout complété par 8 décortiqueuses d'arachides, 2 broyeurs de manioc, 2 broyeuses à maïs et 1 rizerie, 1 humidomètre, 2 kits de détection d'aflatoxines, 2 décortiqueuses à maïs et 387 bâches.

Des groupements de femmes et de jeunes agro-transformateurs se sont lancés dans la confiserie à base de farine de millet, de blé et de manioc, activités qui ont permis aux participants de gagner un revenu net mensuel compris entre 50 et 1.189 dollars par an.

Plusieurs entreprises proposant des services post-récolte ont été établies, entre autres une rizerie SB-10, 10 égreneuses mobiles à maïs, 2 broyeurs à maïs, 2 décortiqueuses à maïs, un broyeur de manioc et une râpe à manioc. Les 169 PSP de services PRAI ont touché plus de 50.000 agriculteurs ; ceux-ci ont ensuite pu majorer de 15 pour cent le prix de vente de leurs produits. Cent quarante-quatre PSP ont bénéficié d'une formation en compétences commerciales, tandis que 27 techniciens étaient formés à la fabrication d'engins agricoles, 151 aux opérations de réparation et d'entretien et 153 à la maintenance de moteurs.

Un atelier post-récolte a été organisé à l'intention des principales parties prenantes, y compris les fabricants d'engins agricoles, les fournisseurs de technologies, les revendeurs de

pièces détachées, les institutions financières, les représentants des agriculteurs et les PSP, ainsi que les représentants de l'unité de mécanisation de Namalere, l'Institut ougandais de recherche industrielle, le Conseil national de science et technologie et l'Université Makerere. L'objectif visait le partage d'expériences et de problèmes ainsi que le développement de réseaux et de partenariats d'acteurs le long du segment post-récolte de la chaîne de valeurs.

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

La SAA continue de renforcer les partenariats qui s'inscrivent en complément de nos objectifs fondamentaux. L'accent a été mis sur l'assistance aux producteurs pour les aider à accéder à des marchés structurés, des prêts, des intrants agricoles de qualité, tout en renforçant les groupements et les associations de producteurs. La base de données a été actualisée pour inclure de nouveaux partenaires, y compris des banques, des fournisseurs d'intrants, des compagnies d'assurance et des acheteurs de produits.

Trente-deux conseillers agricoles et agriculteurs chefs de file ont bénéficié d'une FdF financée par la Nippon Foundation, ce qui a permis à 105 groupements de 13 districts d'économiser l'équivalent de 370.500 dollars. Sous l'égide de K+S, 80 animateurs communautaires, 26 NAPB et 13 conseillers agricoles ont pu être formés, qui ont à leur tour dispensé une formation à 2.592 producteurs dans 328 groupes, soit des économies de l'ordre de 187.500 dollars. Par ricochet, cela a attiré des institutions financières qui ont accordé des prêts à des agriculteurs à hauteur de 587.770 dollars.

Afin de renforcer davantage les groupements, 117 agriculteurs ont été formés aux techniques de gestion d'entreprises agricoles. Des informations de marché ont été fournies à des NAPB et des animateurs communautaires sur la disponibilité des produits de base et leurs prix.

Plusieurs organisations du secteur privé ont dispensé des formations et fourni des intrants agricoles.

Pour faciliter l'accès des OP aux intrants et aux marchés, deux ateliers de parties prenantes ont été organisés à l'intention de 240 participants, y compris des banques, des compagnies d'intrants agricoles, des acheteurs de produits, des fournisseurs de matériel PRAI, des ONG, des NAPB et des conseillers agricoles. Les producteurs ont été assurés de



Membres d'un groupement de producteurs durant une session sur l'épargne

pouvoir écouler leurs produits par des clients qui leur ont indiqué leurs objectifs pour différentes cultures. Trente-trois revendeurs d'intrants et NAPB ont été formés en compétences commerciales et à l'utilisation sans risque des intrants agricoles. Au final, les NAPB ont vendu la valeur de 48.400 dollars d'intrants agricoles améliorés aux agriculteurs.

Des visites d'apprentissage par l'observation ont été organisées à l'intention de 45 dirigeants d'organisations paysannes dans des projets qui pratiquent la production intégrée de produits agricoles et d'élevage ainsi que l'irrigation à petite échelle. Cela a permis à des agriculteurs d'utiliser leur épargne pour se diversifier dans des entreprises d'élevage en guise d'assurance contre les pertes de revenu, tout particulièrement en cas d'épisodes de sécheresse. Quarante-cinq jeunes agriculteurs ont reçu des compétences de base en culture de fruits et légumes. Quatre bénévoles du régime japonais de coopération outre-mer, en collaboration avec la JICA, ont promu le riz NERICA dans 4 districts et ont aidé à inciter les agriculteurs à épargner.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

La thématique SEA&D a mené des évaluations de référence dans huit districts, qui ont révélé que plus d'hommes que de femmes (+56 pour cent) occupaient des postes de leadership. Parmi les autres différences en matière de genre, on peut citer une plus forte proportion de ménages dirigés par des hommes qui stockent leurs produits dans des sacs et utilisent des bâches (61 pour cent), par rapport aux ménages dirigés par des femmes, où le décorticage est la pratique la plus populaire. Une évaluation des besoins menée sur 60 OP a révélé qu'une grande majorité d'entre elles (81 pour cent) disposaient d'une constitution.

Au rang des autres études entreprises, on peut citer : i) l'usage des engrais promus et des semences améliorées dans quatre districts où l'on a enregistré un taux de réponse de 61 pour cent à la sensibilisation aux variétés et aux engrais promus par SG2000-Ouganda ; ii) l'évaluation du niveau d'adoption des différentes technologies de stockage hermétique dans six districts a révélé que plus de 53 pour cent des producteurs utilisaient l'une de ces techniques (super sacs de céréales, sacs PICS et citernes en PVC) ; iii) la fourniture de services PRAI privés, ce qui suggère que les formations portant sur l'utilisation et/ou l'opération étaient les plus importantes reçues par les prestataires de services.

L'évaluation extérieure de la Phase I de l'initiative Croissance pour l'Ouganda a révélé qu'elle avait atteint 90 pour cent de ces objectifs, avec des impacts positifs sur les rendements, les revenus et la sécurité alimentaire chez les ménages participants. Des évaluations supplémentaires ont été entreprises sur l'approche par chaîne de valeurs dans six districts et elles ont révélé que l'utilisation de variétés de semences améliorées et les semis en lignes étaient largement adoptés par les agriculteurs – tout comme la pratique de séchage des produits moissonnés sur des bâches.

Outre le partage des témoignages de succès entre parties prenantes, des consultations ont eu lieu afin d'évaluer le degré de réussite par rapport aux cibles fixées dans le Plan stratégique 2012-16, y compris un audit par des consultants extérieurs. Ces conclusions ont contribué à l'élaboration du Plan stratégique 2017-2021 de la SAA et du document d'orientation nationale de l'Ouganda.

FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS DE LA SAA ET DE SAFE *dollars US*

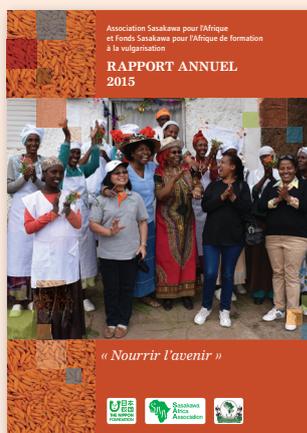
2015 (comptes vérifiés) et 2016 (comptes vérifiés)

Association Sasakawa pour l'Afrique	2015 (\$US)	2016 (\$US)
Budget approuvé	\$8.613.000	\$7.742.864
Dépenses effectives	\$7.974.489	\$9.334.184
Recettes effectives	\$2.086.879	\$2.387.690
Solde en clôture de l'exercice	\$11.460.477	\$4.550.479
Détail des recettes		
Subvention NF	\$0	\$0
Subvention FBMG (Éthiopie)	\$0	\$0
Subvention JICA (Éthiopie)	\$79.328	\$0
CIDA-CIMMYT (Éthiopie)	\$287.188	\$139.642
Subvention K+S Kali (Ouganda)	\$408.651	\$392.665
MFADR Nigéria (Nigéria)	\$8.192	\$5.865
PPAAO (Nigéria)	\$4.686	\$2.395
USAID/MARKETII (Nigéria)	\$606.054	\$399.304
Intérêts	\$2.260	\$4.275
Autres subventions	\$631.363	\$1.335.777
Autres	\$59.157	\$107.767
Détail des dépenses		
Programme-pays SG 2000		
Éthiopie	\$640.881	\$754.965
Mali	\$655.446	\$824.997
Nigéria	\$588.022	\$618.440
Ouganda	\$730.311	\$703.173
Programme thématique SG 2000		
Amélioration de la productivité agricole	\$72.721	\$268.016
Systèmes post-récolte et agro-industrie	\$340.254	\$318.923
Partenariat public-privé et Accès au marché	\$98.665	\$99.071
Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination	\$122.355	\$261.924
Programme de groupe		
BMGF	\$932.465	\$4.414
JICA	\$111.866	\$17.187
CIDA-CYMMYT (NUME)	\$274.496	\$217.532
K+S Kali	\$415.676	\$310.242
Nigéria FMARD	\$235.504	\$6.928
WAAPP	\$134.443	\$12.604
USAID/MARKETII	\$134.443	\$12.604
Autres (Éthiopie/Mali/Ouganda/Nigéria)	\$733.328	\$1.706.139

SAFE	2015 (\$US)	2016 (\$US)
Budget approuvé	\$2.435.000	\$2.310.000
Dépenses effectives	\$2.387.146	\$1.319.034
Recettes effectives	\$2.435.000	\$2.310.000
Solde en clôture de l'exercice	\$161.856	\$353.444
Détail des recettes		
Subvention NF	\$2.435.000	\$2.310.000
Autres	\$0	\$0
Détail des dépenses*		
Éthiopie	N/A	\$299.628
Mali	N/A	\$208.821
Nigéria	N/A	\$186.863
Ouganda	N/A	\$104.066

*Les détails des dépenses sont notifiés sur la base des bureaux nationaux à compter de l'exercice 2016.

PUBLICATIONS



Rapport Annuel 2015



Nourrir l'Avenir, Mali 2016



Nourrir l'Avenir, PRAI

La SAA diffuse un certain nombre de publications, bulletins et vidéos dont vous trouverez la liste complète sur notre site web.

Un jeune garçon tente d'utiliser la machine à maïs opérée manuellement lors d'une journée champêtre organisée par SAA Ouganda à l'intention des médias



Genève

c/o D@G – Dialogues Geneva
care of Jean F. Freymond
4 chemin des Pessules
1296 Coppet, Genève
Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

Siège SAA/SAFE
5th Floor, Sasakawa Peace Foundation Bldg.,
1-15-16 Toranomon, Minato-ku,
Tokyo, 105-0001, JAPON
info@saa-safe.org

Addis Abeba

Bureau régional SAA/SAFE
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRWelamira@saa-safe.org



« *Nourrir l'avenir* »

Visitez le site web de la SAA : www.saa-tokyo.org

